



Reporting
climatique des
entreprises de
l'EURO STOXX 50,
du DOW 30 et du
FTSE100

Étude annuelle
Octobre 2021

Table des matières

Introduction	3	Analyse des indices en graphiques	31
Top 20 international	6	EURO STOXX 50	32
Tableau de bord	7	Top 10	33
Meilleures pratiques internationales	11	Leaders	33
Zéro émission nette	12	Focus sur les entreprises françaises	35
SBT	14	Conclusion	40
Réalisation en matière de réduction et de compensation	16	Méthodologie	43
TCFD	19	Annexe	47
Focus sur les secteurs internationaux	21		
Technologies de l'information et de la communication (TIC)	23		
Secteur pharmaceutique et biotechnologique	26		
Secteur financier	28		

Introduction



Introduction

L'année 2021 a été marquée par des événements extrêmes sans précédent avec, entre autres, la vague de chaleur dans l'ouest des États-Unis, les inondations en Europe, les précipitations violentes en Inde et en Chine, ou encore les incendies de forêt dans le monde entier.

Par ailleurs, en août dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié la première partie du 6e rapport d'évaluation (AR6) sur [les dernières analyses scientifiques](#) du changement climatique. Ses conclusions sont alarmantes : alors que l'activité humaine est sans équivoque la cause du dérèglement climatique, une grande partie des dommages causés est désormais irréversible.

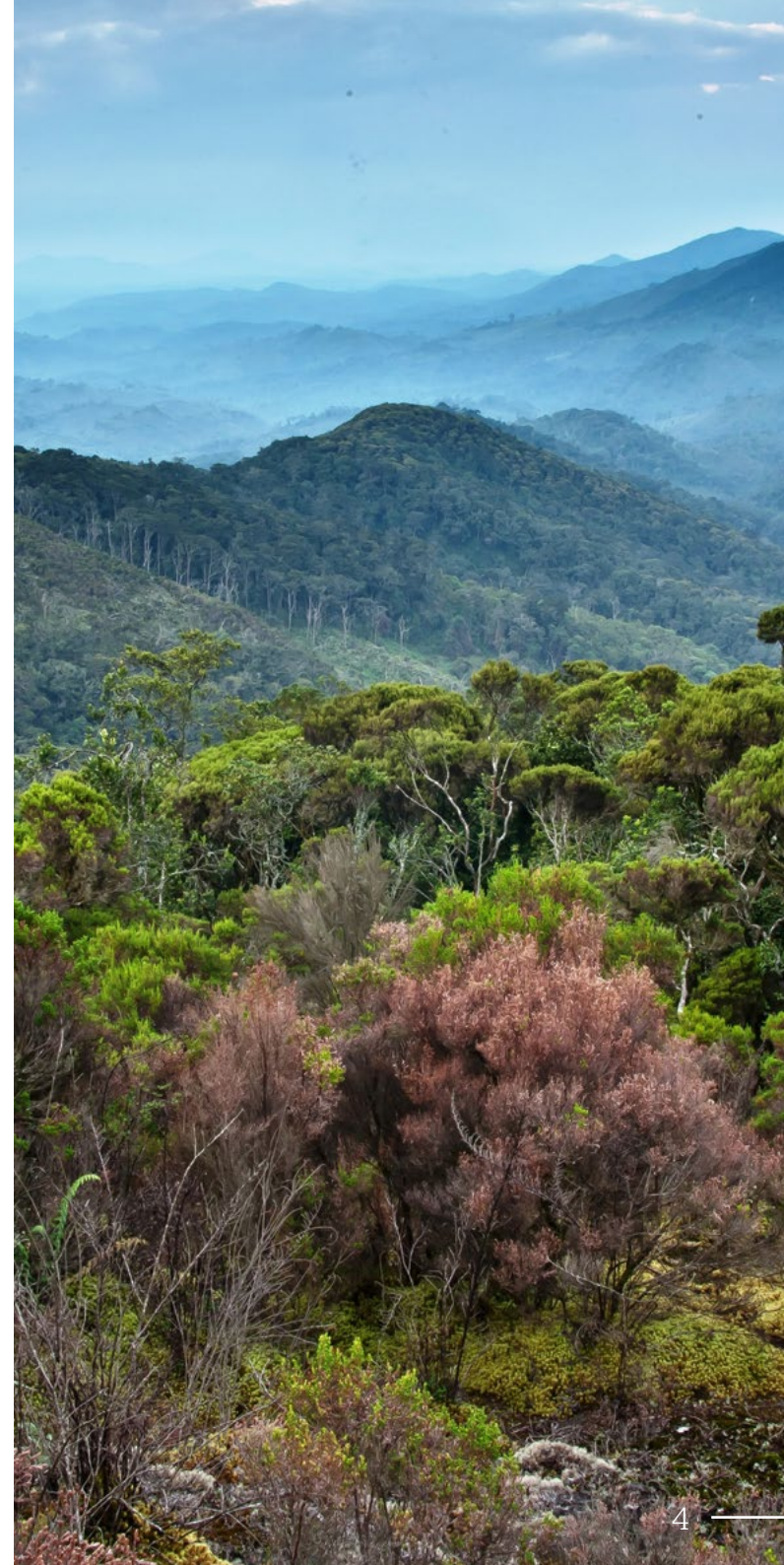
Cette décennie représente notre dernière chance pour mettre en œuvre des politiques et des stratégies en faveur du climat qui répondent aux enjeux mondiaux afin d'éviter les conséquences les plus catastrophiques – physiques, météorologiques, géopolitiques... – du dérèglement climatique.

Dans cette perspective, EcoAct, société du groupe Atos, est fière de publier les résultats de son étude annuelle sur les stratégies climatiques de certaines des plus grandes sociétés au monde.

Notre objectif consiste à analyser comment ces entreprises abordent les enjeux de développement durable liés au climat et comment elles communiquent leurs objectifs et leurs réalisations.

Alors que les effets du changement climatique deviennent de plus en plus visibles et irréversibles, aujourd'hui plus que jamais, les entreprises doivent agir et faire preuve de transparence quant aux actions menées. C'est pourquoi notre recherche est principalement fondée sur des informations accessibles à tout tiers intéressé. Pour la première fois cette année, nous utilisons également les données de réponses aux questionnaires du CDP, une organisation qui publie les données sur l'impact environnemental des grandes entreprises, pour obtenir la vision la plus complète possible des réalisations climatiques de chaque entreprise.

Cette année, nous avons mis à jour la liste des entreprises évaluées. Historiquement, notre étude examinait le CAC 40, le DOW 30, le FTSE 100, et l'IBEX 35. **Afin d'élargir la portée internationale de nos recherches, nous avons analysé et noté les entreprises du DOW 30, du FTSE 100 et de l'EURO STOXX 50.** Nos recherches ont permis de mettre en lumière les meilleures pratiques et performances en matière de reporting et d'action climat à travers ces indices et les secteurs d'activité analysés.





Notre rapport met en particulier l'accent sur les engagements des entreprises à atteindre la neutralité carbone et/ou zéro émission nette, associés à une trajectoire de réduction et aux progrès réalisés.

La science du climat est claire, nous devons réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES) et atteindre zéro émission nette dès que possible d'ici à 2050 afin de stabiliser la hausse des températures mondiales à 1,5 °C.

Par conséquent, nous avons révisé et mis à jour notre méthodologie de notation pour inclure non seulement la performance en matière de reporting relatif au climat (en mettant l'accent sur la rigueur et la transparence), mais aussi en matière d'actions et de réalisations mesurables en sa faveur. Ainsi, notre méthodologie d'évaluation porte sur quatre sections clés :

1. Mesure et reporting ;
2. Ambition et objectifs de réduction d'émissions ;
3. Stratégie, gouvernance et plan d'action ;
4. Réalisations.

Comment les entreprises agissent-elles dans la lutte contre la crise climatique ? Que peuvent-elles faire pour réduire leur impact climatique et contribuer à la construction d'un avenir bas-carbone ? Combien d'entreprises se sont engagées à atteindre zéro émission nette et comment suivent-elles leurs progrès ?

Quel que soit le résultat de la COP 26 de novembre 2021, les grandes multinationales doivent assumer un rôle majeur dans la lutte contre le dérèglement climatique.

En mettant en évidence des stratégies innovantes, les tendances et les meilleures pratiques, nous espérons encourager le leadership climatique des entreprises et contribuer à la transition mondiale vers zéro émission nette.

COVID-19 :

Nous sommes conscients que certaines des réductions d'émissions enregistrées au cours de l'année sont liées à la baisse d'activité liée à la pandémie. Cependant, selon le [Global Carbon Project](#), la baisse des émissions de CO₂ liée au COVID est temporaire et n'a pas d'impact détectable sur le CO₂ atmosphérique ou sur le dérèglement climatique.

C'est pourquoi, les gouvernements et les entreprises doivent poursuivre et intensifier leurs efforts de réduction, de compensation et de séquestration, si nous voulons atteindre zéro émission nette d'ici au milieu du siècle.

Top 20 international

Le top 20 international présente les entreprises les plus performantes à travers tous les indices de notre étude : le DOW 30, l'EURO STOXX 50 et le FTSE 100. Ces entreprises aux notes élevées démontrent qu'un leadership en matière de reporting et d'action climatiques est possible, quels que soient leur géographie et leur secteur.

N°	ENTREPRISE	INDICE	NOTE
1	Microsoft	DOW	92,6 %
2	Apple	DOW	86,9 %
3	Landsec	FTSE	83,6 %
4=	Schneider Electric	STOXX	81,1 %
4=	Vodafone	FTSE	81,1 %
6	Kering	STOXX	79,5 %
7=	BT	FTSE	78,7 %
7=	SAP SE	STOXX	78,7 %
9	GlaxoSmithKline	FTSE	78,3 %
10	Informa	FTSE	77,9 %
11	Salesforce	DOW	77,0 %
12	Astrazeneca	FTSE	76,2 %
13	Eni	STOXX	75,8 %
14	Enel	STOXX	75,4 %
15=	Philips	STOXX	74,6 %
15=	L'Oréal	STOXX	74,6 %
17	BMW	STOXX	73,7 %
18	NatWest Group	FTSE	73,2%
19	Coca Cola Hbc	FTSE	72,9%
20=	Sanofi	STOXX	72,1 %
20=	Unilever	FTSE	72,1 %
20=	SSE	FTSE	72,1 %
20=	Barratt Developments	FTSE	72,1 %
20=	Anheuser-Busch InBev	STOXX	72,1 %

Tableau de bord

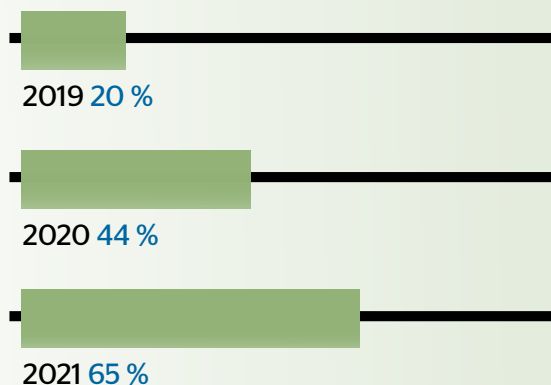


Tableau de bord

Le tableau de bord illustre des tendances internationales en termes de reporting et d'actions climatiques à travers le DOW 30, l'EURO STOXX 50 et le FTSE 100.

Il est important de noter ici que les comparaisons d'année en année sont approximatives en raison de l'évolution des entreprises analysées puisque l'EURO STOXX a remplacé le CAC et l'IBEX.

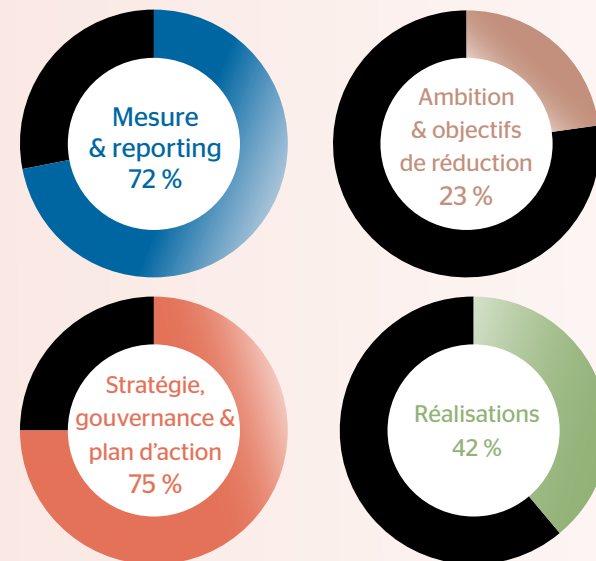
Engagements à atteindre zéro émission nette à travers tous les indices



Nous devons atteindre zéro émission nette au niveau mondial d'ici à 2050 au plus tard afin d'éviter les pires conséquences du dérèglement climatique. Dans ce contexte et pour la 3^{ème} année consécutive, nous avons enregistré une nette augmentation du nombre d'entreprises qui s'engagent pour atteindre cet objectif.

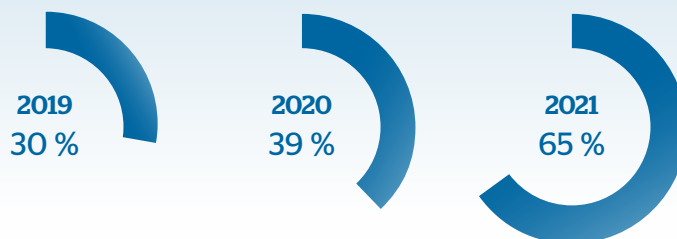
Score moyen par domaine

En 2021, notre méthodologie a évolué pour inclure de nouveaux critères dans la catégorie « Réalisations ». Cette évolution permet de mettre l'accent sur les entreprises qui agissent concrètement pour réduire leurs émissions. Nous avons ainsi remarqué que même si de plus en plus d'entreprises performant bien dans les domaines « Mesures & reporting » et « Gouvernance », un fossé se creuse quant à leur ambition et aux objectifs de réductions définis mais aussi à leurs actions en faveur du climat.

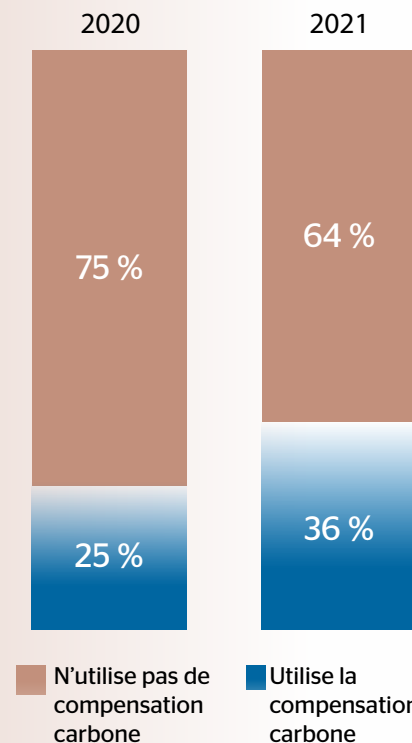


Science-based targets (SBT)

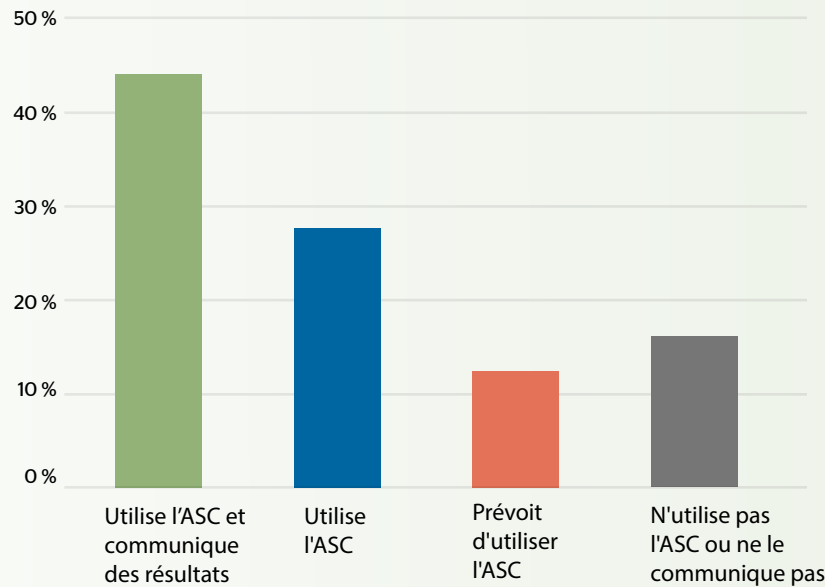
Les SBT sont des objectifs de réduction d'émissions alignés sur une trajectoire de limitation du réchauffement climatique définie par les scientifiques. Cette année, l'initiative SBT a révisé son standard pour inciter les entreprises à aligner leur SBT sur une trajectoire de réchauffement de 1,5 °C (et non plus en-dessous de 2 °C). Au cours de notre notation, nous avons attribué le plus de points aux entreprises alignées sur cette trajectoire. Nous voyons également d'année en année une augmentation du nombre d'entreprises s'engageant auprès de la SBTi ; toutefois, seulement 38 % intègrent leurs émissions de scope 3 dans leurs objectifs de réduction.



Compensation carbone volontaire

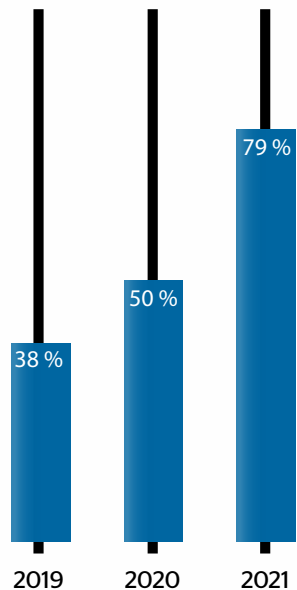
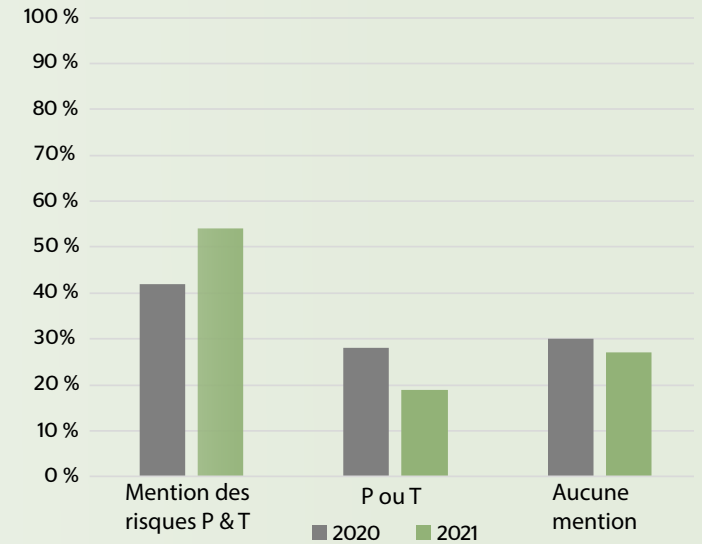


Entreprises utilisant l'analyse de scénarios climatiques (ASC)



Le reporting climatique ne doit pas être décorrélé du rapport annuel. Les entreprises doivent communiquer à la fois sur les impacts physiques et les risques de transition liés au changement climatique (tels que les évolutions législatives, les risques de réputation, etc.) dans leurs rapports annuels. Elles devraient également évaluer ces risques par rapport aux différentes situations climatiques potentielles futures via l'analyse de scénarios climatiques (ASC).

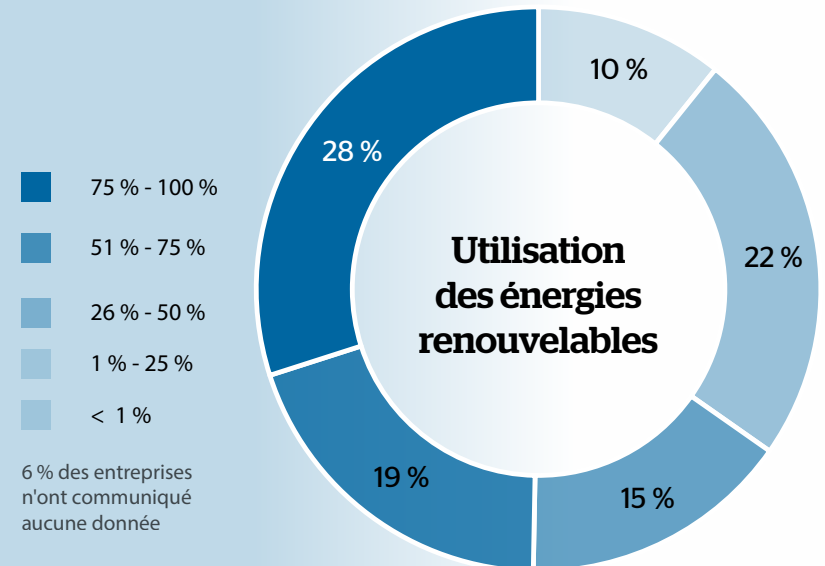
Mention des risques physiques et/ou de transition en tant que risques principaux dans le rapport annuel



Entreprises alignées sur les recommandations de la TCFD

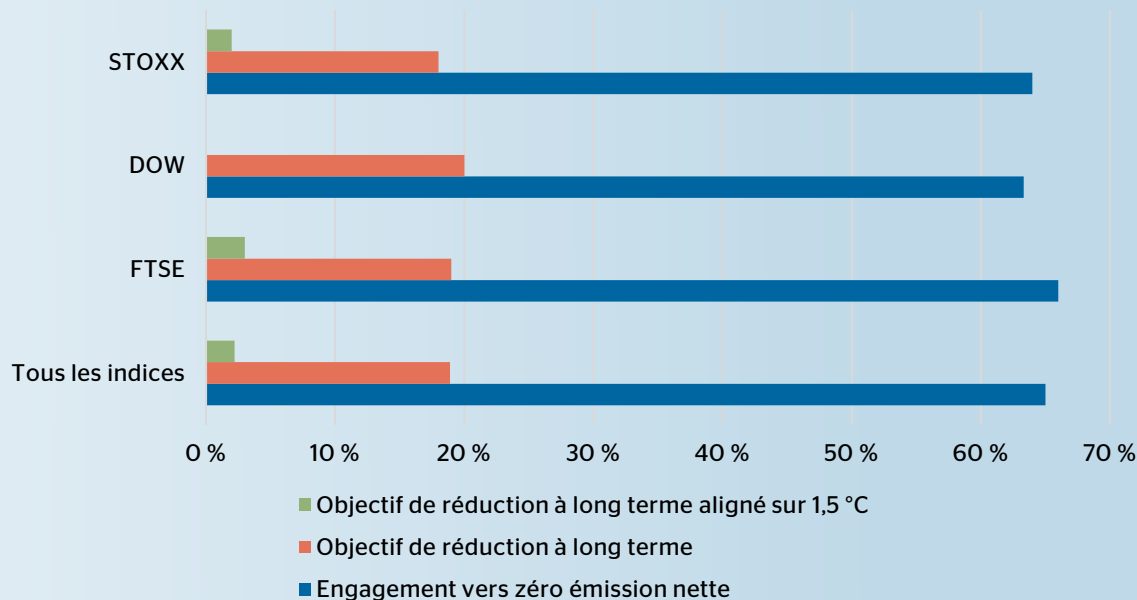
La TCFD a été créée pour inciter les entreprises à communiquer toutes les informations utiles aux investisseurs par rapport aux risques et opportunités liés au climat.

Les trois dernières années ont vu une augmentation rapide du nombre d'organisations alignées sur les recommandations de la TCFD, démontrant le rôle puissant des investisseurs dans la transparence climatique des entreprises.

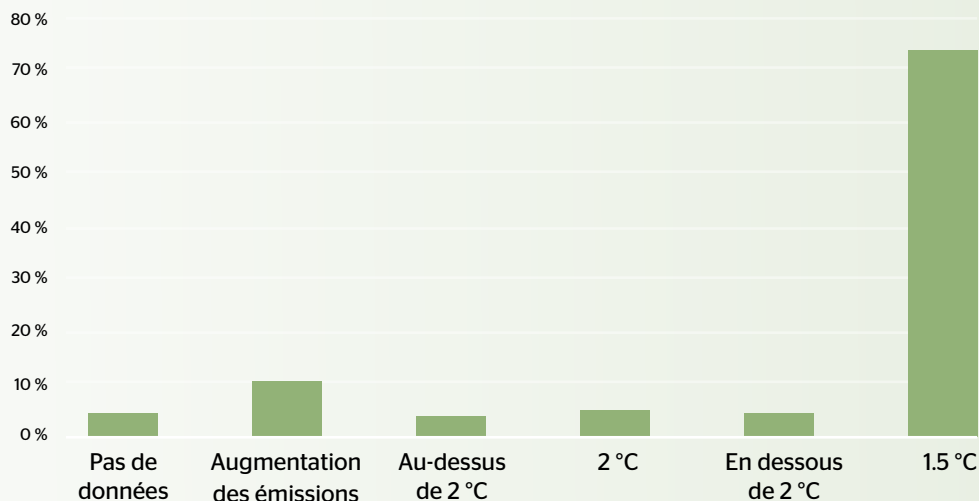


Engagement et objectifs à long terme vers zéro émission nette

Les SBT couvrent les objectifs de réduction des émissions à court et moyen terme. Cependant, zéro émission nette est un engagement à long terme et, par conséquent, une stratégie solide doit comprendre un objectif de réduction des émissions à long terme, ainsi qu'un objectif de compensation carbone volontaire des émissions résiduelles. A ce jour, peu d'entreprises sont en mesure de démontrer un plan clair à long terme pour atteindre zéro émission nette.



Réductions réalisées sur les émissions directes



Le simple engagement ne suffit plus ; nous devons désormais réduire les émissions conformément à une trajectoire de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Cette année, 74 % des entreprises de notre étude ont atteint ce niveau de réduction pour leurs émissions de scopes 1 et 2, notamment due à la pandémie de COVID-19 qui a considérablement affecté l'économie mondiale. Ces résultats sont donc prometteurs, mais seulement si les réductions sur l'ensemble des 3 scopes continuent dans ce sens dans les années à venir.



Meilleures pratiques internationales



Zéro émission nette



Science-based targets



Réalisation en matière
de réduction et de
compensation



TCFD



Zéro émission nette

Avec la publication de la première section du sixième rapport d'évaluation du GIEC, l'urgence d'atteindre zéro émission nette d'ici à 2050 n'a jamais été aussi incontestable.

Pour qu'une organisation parvienne à zéro émission nette, elle doit avoir réduit, autant que possible, ses émissions directes et indirectes de GES, conformément à une trajectoire de 1,5 °C, puis séquestrer les émissions résiduelles, soit par des solutions fondées sur la nature soit par des processus industriels tels que le captage direct du carbone.

Alors que la séquestration du carbone représente son stockage physique à long terme hors de l'atmosphère, la compensation carbone volontaire constitue un mécanisme de financement de projets bas-carbone qui ne conduit pas nécessairement à un stockage du carbone hors de l'atmosphère. Donc, elle ne suffit pas pour réaliser un engagement zéro émission nette, si les projets financés n'offrent aucune capacité de stockage naturelle ou technologique à long terme du carbone.

Cette confusion entre compensation et séquestration ainsi que l'interchangeabilité de termes tels que zéro émission nette et neutralité carbone rendent très complexe la comparaison des objectifs entre les entreprises. Pour y remédier, la SBTi a publié en 2020 un ensemble de recommandations pour l'établissement d'un objectif zéro émission nette, et élabore actuellement un standard dédié, dont s'inspire notre définition en ouverture de ce chapitre.

En phase avec ses préconisations, nous avons fait la distinction entre la compensation et la séquestration afin de récompenser les entreprises de manière appropriée pour leurs actions.

Meilleures pratiques internationales : Zéro émission nette

Ambition versus action

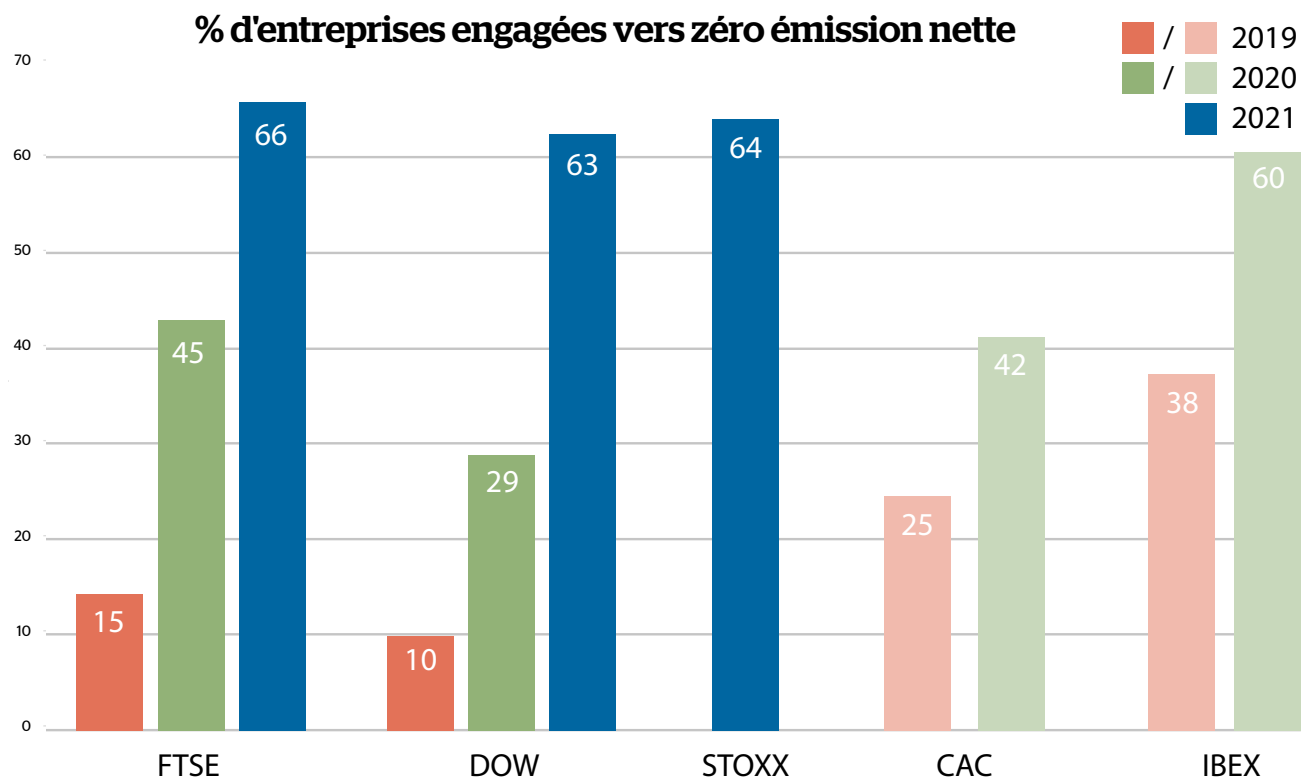
L'introduction dans l'étude cette année de l'EURO STOXX 50, avec un engagement à 64 %, ne permet pas encore une comparaison annuelle du nombre d'entreprises engagées en faveur de zéro émission nette. Néanmoins, pour obtenir une approximation nous avons comparé l'engagement au sein des deux corpus d'étude qui ont pour dénominateur commun le FTSE 100 et le DOW 30. Résultat : nous avons constaté un bond de 40 %.

L'analyse révèle qu'un engagement fort en faveur de zéro émission nette dans l'ensemble des indices n'a pourtant pas été suivi par des objectifs associés de réduction et de retrait/séquestration des émissions de GES à long terme. Sur l'ensemble des indices, seulement 19 % des entreprises fixent des objectifs de réduction des émissions carbone associés à la stratégie zéro émission nette et seulement 2,8 % des entreprises fixent des objectifs de séquestration. Cependant, dans les 20 entreprises les plus performantes, on constate une amélioration significative avec 35 % d'entre elles fixant un objectif de réduction à long terme et 25 % des entreprises fixant un objectif de séquestration. **Toutefois, il est impératif que les entreprises étoffent leurs engagements vers zéro émission nette avec des objectifs de réduction scientifiques (SBT).**

Leaders sectoriels en faveur de zéro émission nette

À l'instar de Microsoft, des entreprises telles qu'Apple, NatWest Group et GlaxoSmithKline font preuve d'un grand leadership en fixant non seulement des objectifs de réduction d'émissions de GES, mais aussi des objectifs de séquestration du carbone à court et à moyen terme.

En parallèle, Microsoft et NatWest Group visent également à compenser plus que l'équivalent de leurs émissions résiduelles au cours des 10 prochaines années.





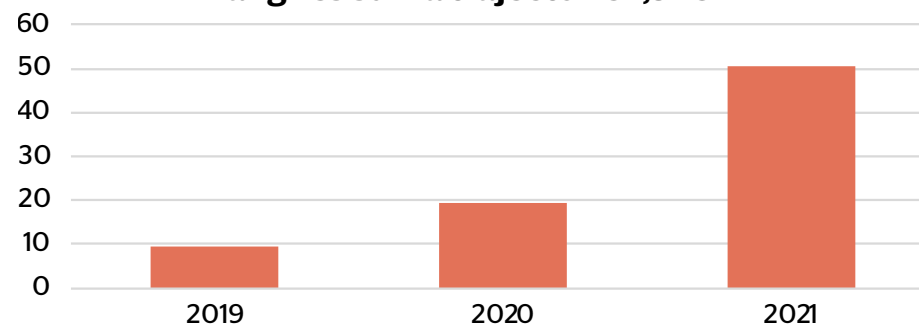
Science-based targets

Le nombre d'entreprises qui fixent des objectifs fondés sur la science (SBT) sur l'ensemble des indices a fortement augmenté pour atteindre 85,6 %, sachant que le corpus d'étude a évolué.

On observe une augmentation exponentielle du nombre d'entreprises ambitieuses dotées des objectifs scientifiques sur les scopes 1 et 2 en ligne avec un scénario bien inférieur à 2 °C ou de 1,5 °C, passant de 20 % l'année dernière à 85,8 % cette année.

En ce qui concerne l'ambition, l'Europe semble être légèrement en avance avec 58 % des entreprises du STOXX 50 ayant un SBT aligné sur 1,5 °C ou nettement en dessous de 2 °C, contre 57 % du DOW 30 ou 45 % du FTSE 100.

% d'entreprises ayant fixé un SBT sur les scopes 1 et 2 alignés sur la trajectoire 1,5 °C



En juillet 2021, la SBTi a entamé le processus visant à exiger que tous les nouveaux objectifs de réduction fondés sur la science soient conformes à la trajectoire de 1,5 °C a minima. Cette nouvelle stratégie répond à l'urgence croissante de l'action climatique et mettra les entreprises au défi d'être plus ambitieuses dans la définition de leurs objectifs scientifiques.

L'approbation des SBT par la SBTi favorise la crédibilité de la déclaration des données et des objectifs en matière d'émissions. **Notre étude montre également que les orientations de la SBTi amènent les entreprises à fixer des objectifs plus ambitieux par rapport à ceux qui sont fixés en dehors de ce cadre, en particulier en ce qui concerne le scope 3.**

Meilleures pratiques internationales : *Science-based targets*

Scope 3

Sur l'ensemble des indices, 65 % des entreprises se sont fixé un SBT sur les scopes 1 et 2, tandis que seulement 37 % des entreprises ont fixé un SBT qui inclut le scope 3. Puisque les sources les plus importantes d'émissions de GES d'une organisation se trouvent souvent dans le scope 3, il est inquiétant de constater que ce chiffre de 37 % stagne depuis 2019.

Sur 178 entreprises notées cette année, seulement quatre (Astrazeneca, Vodafone, Apple et SAP SE) ont réussi à fixer des objectifs scientifiques relatifs au périmètre complet (scopes 1, 2 et 3) et approuvés par la SBTi.

SBT par scope



- Scopes 1 et 2 uniquement
- Tous les scopes





Réalisation en matière de réduction et de compensation

Le [dernier rapport AR6 du GIEC](#) publié en août 2021 indique clairement qu'il faut avoir des réductions d'émissions rapides, soutenues et alignées sur l'objectif de 1,5 °C. Les entreprises doivent faire preuve d'une ambition forte et de réductions d'émissions vérifiées.

Il convient de mentionner l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les réductions d'émissions. **En raison de la récession mondiale, de nombreuses entreprises ont réduit leurs émissions de GES. Ce contexte d'une activité réduite pour beaucoup a rendu plus complexe l'évaluation de l'efficacité des plans de décarbonation.**

Meilleurs scores de la section « Réalisations »

1	SAP SE	88 %
2=	Apple	85 %
	Vodafone	85 %
3	Astrazeneca	82 %
5=	Microsoft	79 %
	Pearson	79 %

Les leaders notables dans ce domaine sont décrits ci-dessus, avec SAP SE en tête, une société allemande de logiciels, démontrant des réductions d'émissions conformes à 1,5 °C sur tous les scopes.

Meilleures pratiques internationales : Réalisation en matière de réduction et de compensation

Réduction des émissions des scopes 1 et 2

La réduction des émissions de scopes 1 et 2 semble prometteuse, avec 74 % des entreprises réduisant leurs émissions de plus de 4,2 %, conformément à un scénario de 1,5 °C.

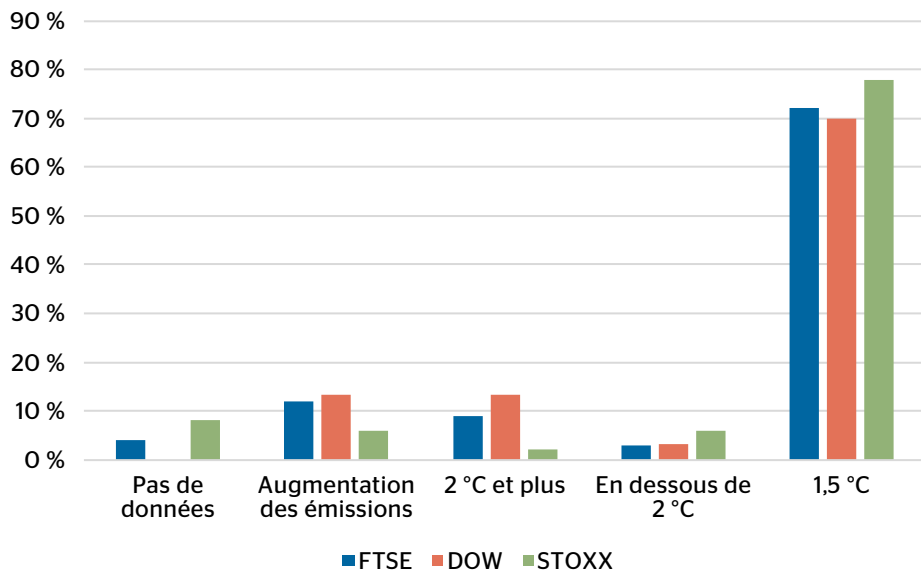
Cependant, nous supposons que ces résultats ont été affectés par la pandémie de COVID-19.

Nous avons également étudié la variation entre les trois indices, et il est apparu que les sociétés de l'EURO STOXX 50 ont obtenu les meilleures performances, alors que les sociétés du DOW 30 réalisent les pires performances à cet égard.

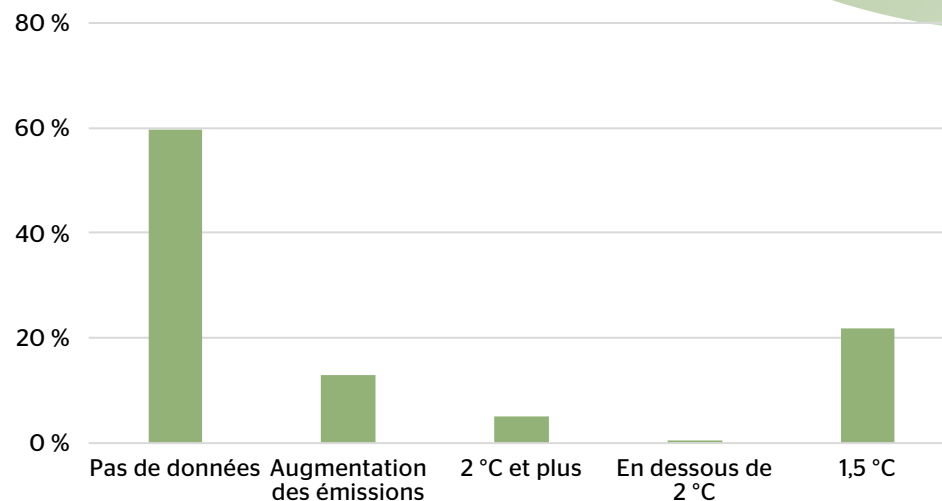
Réduction des émissions du scope 3 : la bête noire des entreprises

Seules 22 % des entreprises ont réduit leurs émissions de scope 3 de plus de 4,2 %, contre 74 % pour les scopes 1 et 2. 32 % des entreprises n'ont déclaré aucune donnée comparable relative au scope 3, et 28 % ont démontré une réduction des émissions, mais avec des rapports particulièrement incomplets.

Réduction d'émissions sur les scopes 1 et 2



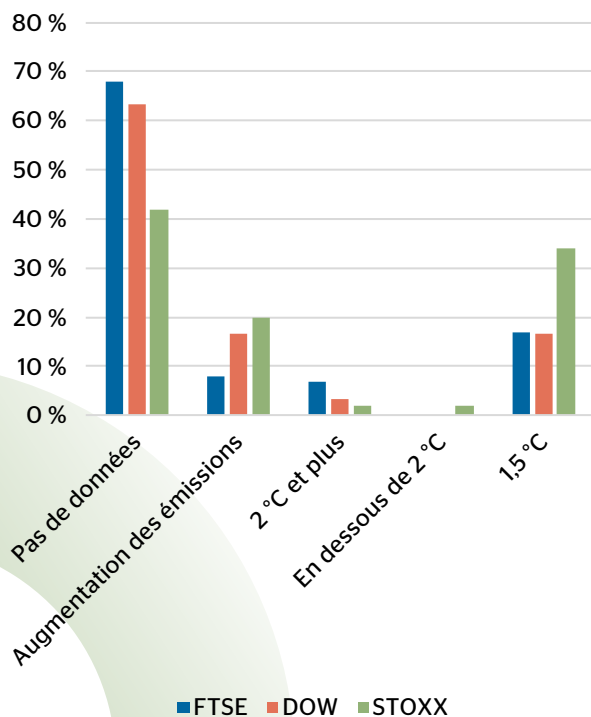
Réduction d'émissions sur le scope 3



Meilleures pratiques internationales : Réalisation en matière de réduction et de compensation

La comparaison des indices en matière de réductions d'émissions de scope 3 montre que les entreprises de l'EURO STOXX sont nettement plus performantes (avec 34 % réduisant les émissions de plus de 4,2 % par rapport au FTSE et au DOW qui affichent 17 %), mais qu'il reste du chemin à parcourir au niveau international en ce qui concerne la prise en compte et la réduction des émissions de scope 3.

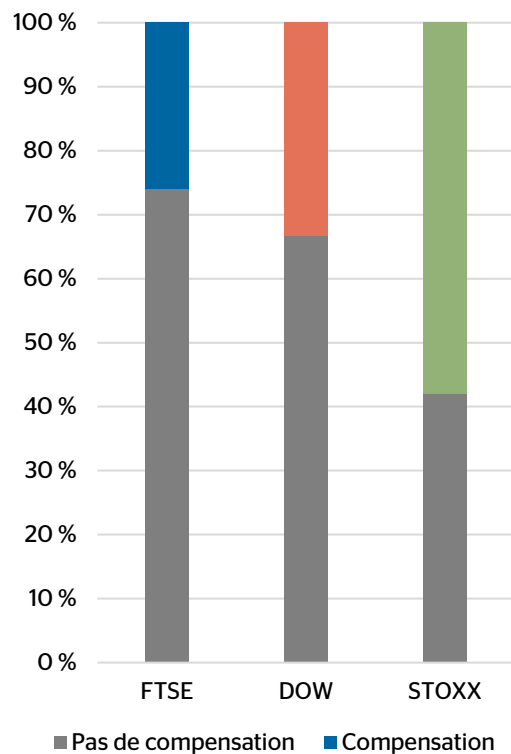
Réduction d'émissions sur le scope 3 par indice



Compensation carbone volontaire

En comparant les indices, l'EURO STOXX se distingue une fois de plus par sa réussite, avec le plus grand nombre d'organisations qui compensent à des degrés divers. Malheureusement, seules 10 % des entreprises séquestrent leurs émissions de CO₂, ce qui est pourtant impératif pour atteindre zéro émission nette.

Compensation carbone volontaire par indice

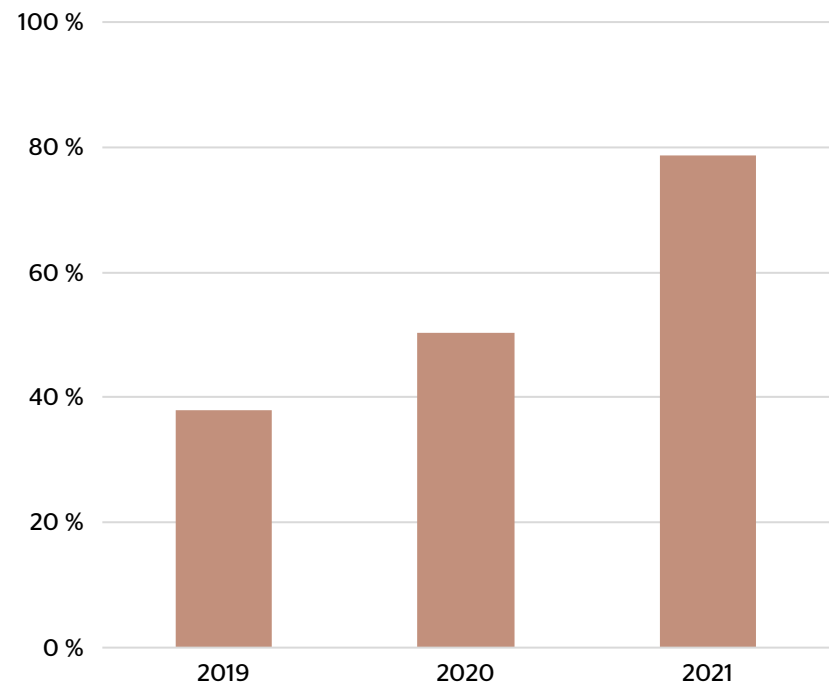


La TCFD a établi un cadre de référence sur la publication d'informations financières relatives au climat qui vise à garantir que les entreprises fournissent aux investisseurs des informations utiles à la prise de décision en ce qui concerne les risques et les opportunités liés au climat.

Tendances mondiales

Dans l'ensemble, nous avons constaté un grand pas en avant dans l'alignement sur les recommandations de la TCFD. Cette année, l'alignement a augmenté de 30 %, mettant en avant la prise en compte plus systématique des risques et opportunités liés au climat.

Alignement sur les recommandations de la TCFD



TCFD

TCFD | TASK FORCE ON CLIMATE-RELATED FINANCIAL DISCLOSURES

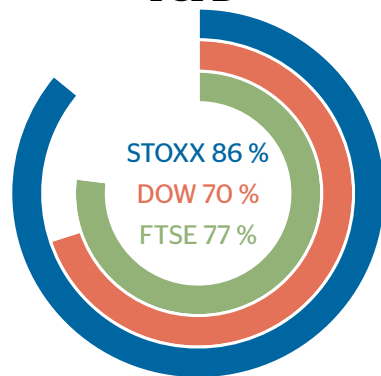
Meilleures pratiques internationales : TCFD

Actuellement, les sociétés du STOXX ouvrent la voie avec 86 % des entreprises alignées sur la TCFD. Le FTSE (77 %) et le DOW (70 %) sont légèrement en retard.

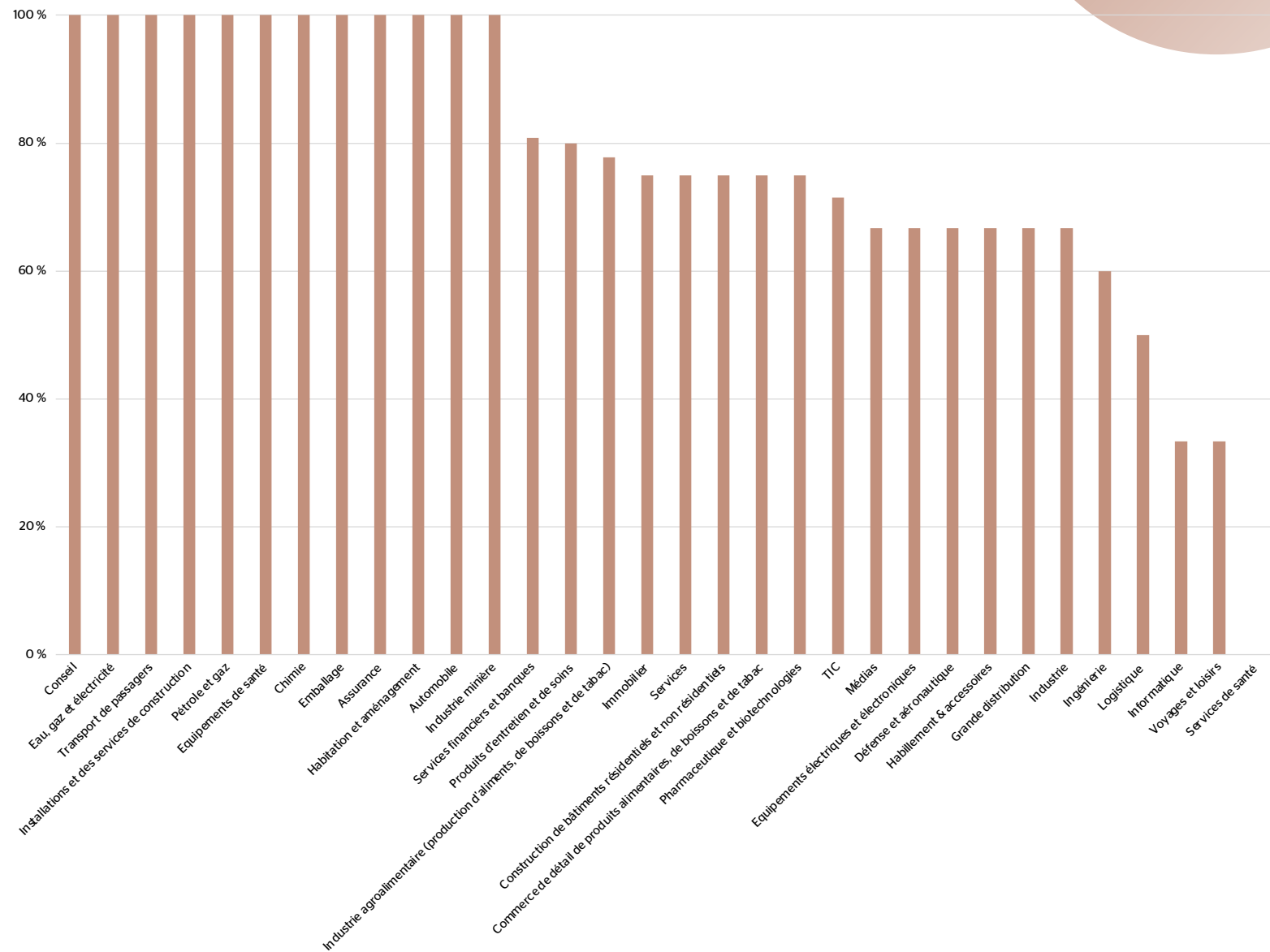
Parmi les secteurs étudiés cette année (si l'on exclue ceux composés d'une seule société), 10 sont 100 % alignés sur les recommandations de la TCFD.

Cette année, 52 % des entreprises ont signalé des risques climatiques physiques et de transition dans la section des principaux risques de leur rapport annuel, contre 42 % en 2020. De même, contre 60 % en 2020, 68 % des entreprises signalent cette année des risques physiques et climatiques de transition et détaillent comment elles les atténuent.

Alignement sur les recommandations de la TCFD



Secteurs les plus performants au niveau mondial

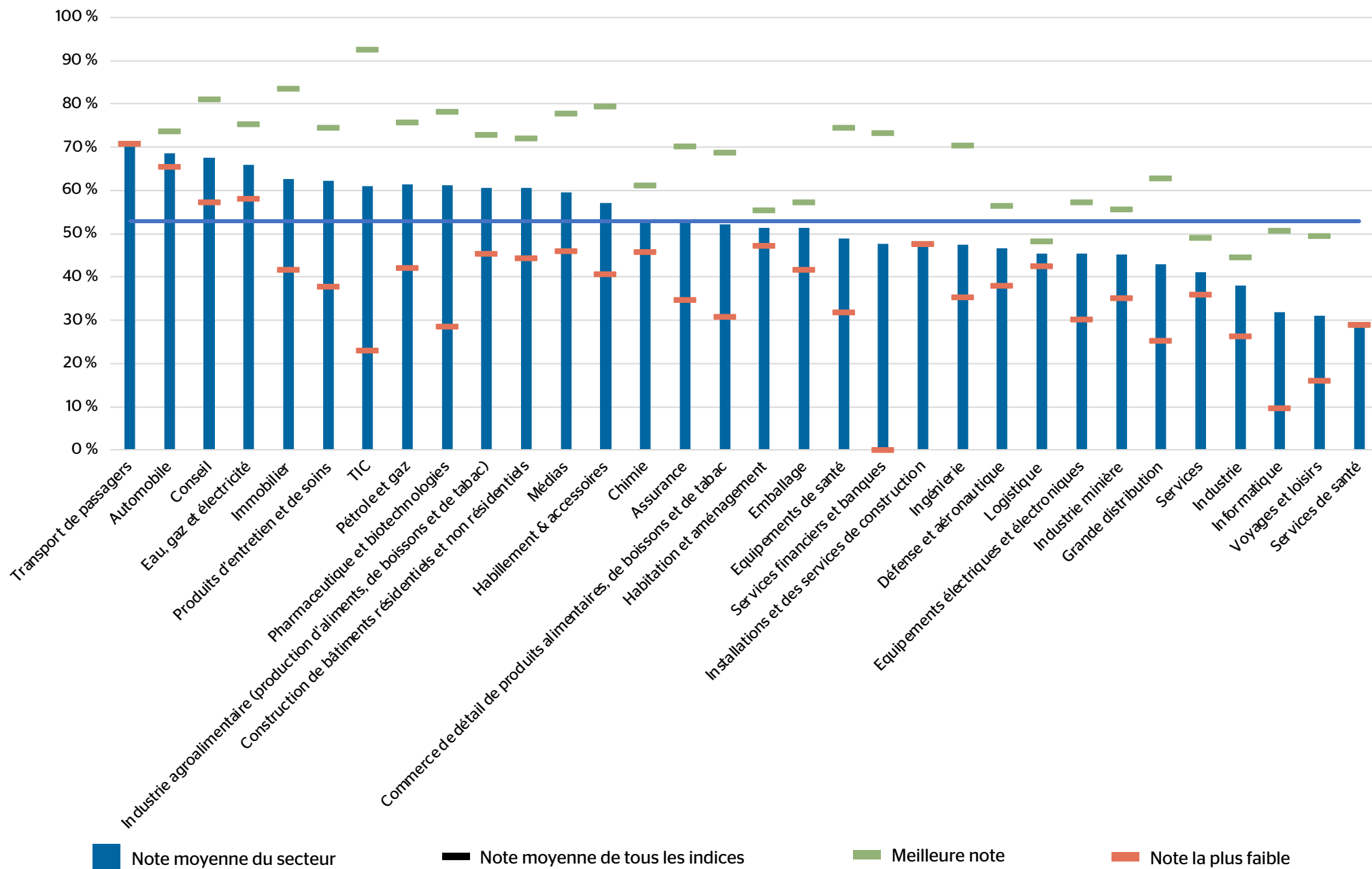


— Focus sur les secteurs internationaux

Notre focus porte sur trois secteurs clés : technologies de l'information et de la communication (TIC); produits pharmaceutiques et biotechnologies; services financiers. Chacun de ces secteurs est bien représenté au sein du groupe d'étude et chacun a un rôle vital à jouer dans la transformation vers zéro émission nette au niveau mondial.



Focus sur les secteurs internationaux



— **Focus sur les secteurs internationaux**

1

**Technologies de l'information
et de la communication (TIC)**

Focus sur les secteurs internationaux

Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Contexte sectoriel, problématiques et résultats clés

Dans le contexte de la pandémie ayant entraîné des confinements successifs et la généralisation du télétravail, ce secteur a fourni les solutions numériques qui ont considérablement transformées nos modes de vie. Les résultats obtenus par les entreprises de ce secteur, porteur de solutions décarbonées au bénéfice de la lutte contre le dérèglement climatique à un moment où il a été mis à rude épreuve pour s'adapter aux nouvelles conditions, se montrent particulièrement prometteurs.

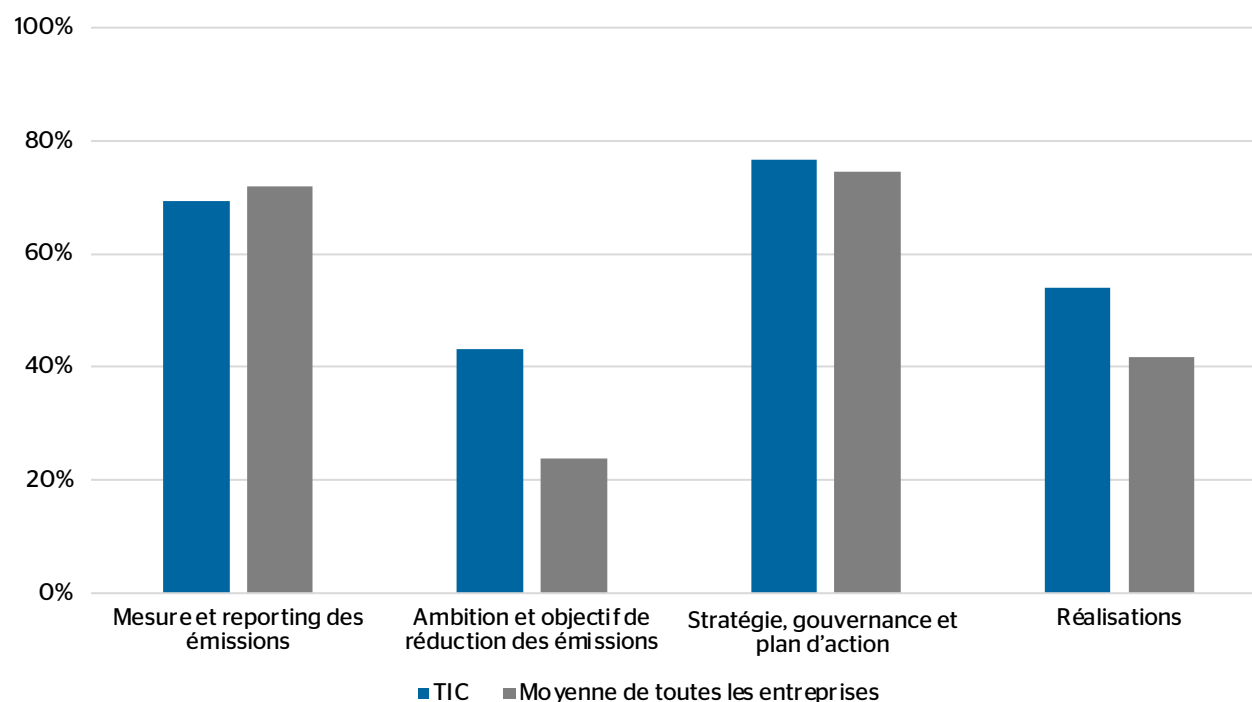
Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a déclaré, lors du lancement de l'European Green Digital Coalition, que « **seules les technologies numériques évoluent à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour parvenir au type de réduction spectaculaire des émissions que nous devons voir dans les 10 prochaines années** ».

Cela souligne son rôle clé dans la lutte contre le dérèglement climatique, non seulement en réduisant son propre impact sur le climat, mais aussi en développant des solutions numériques bas-carbone qui peuvent soutenir la décarbonation d'autres secteurs.

Le secteur des TIC est le plus représenté dans notre top 20 avec sept entreprises, dont Microsoft en tête du classement, suivie par Apple. Son score moyen de 61,5 % dépasse nettement la moyenne générale de 53,1 %. Cependant, au sein du secteur les scores varient fortement d'une entreprise à l'autre, en raison de la diversité des modèles économiques.

Au regard des quatre domaines d'étude, le secteur a obtenu des résultats dépassant la moyenne dans les sections « Ambition et objectifs » et « Réalisations ». Ainsi, ces entreprises non seulement se fixent des objectifs ambitieux, mais aussi réalisent des progrès concrets pour les atteindre.

Notes moyennes pour le secteur des TIC



Focus sur les secteurs internationaux

Technologies de l'information et de la communication (TIC)

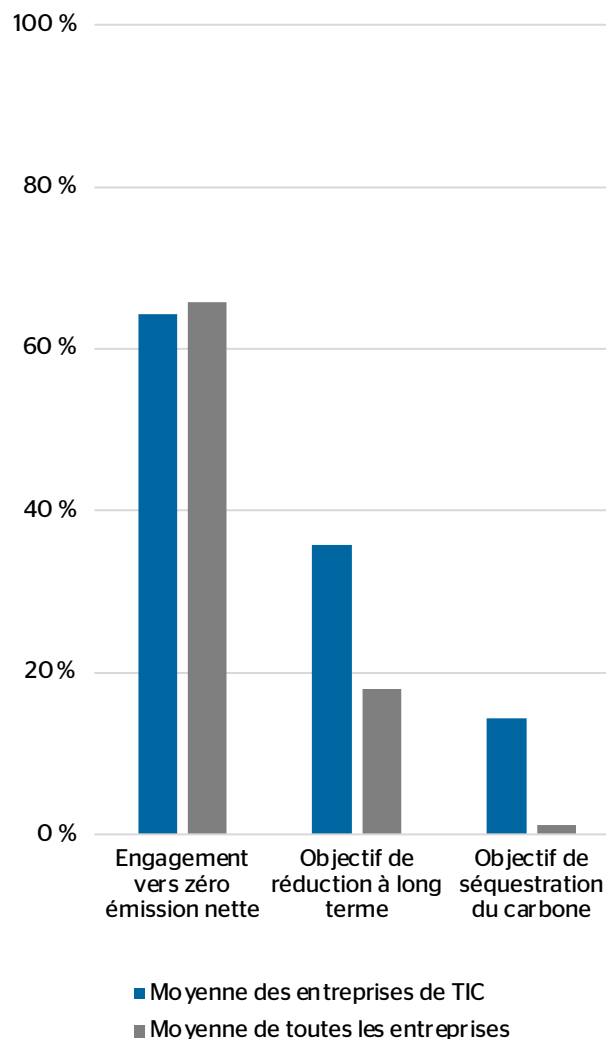
Microsoft, SAP, Schneider Electric et Vodafone Group font partie des 26 entreprises du secteur des TIC qui ont créé une coalition européenne du numérique vert ([European Green Digital Coalition](#)) pour formaliser leur engagement à développer des solutions en faveur de la transition écologique et numérique de l'Union européenne. Au cœur de leur démarche : la collaboration avec des leaders d'autres secteurs afin de créer ensemble des lignes directrices pour la transformation numérique verte de l'économie.

Les entreprises les plus performantes

Les leaders climatiques du secteur comme de l'ensemble de l'étude sont Microsoft et Apple. Microsoft occupe la première place pour la deuxième année consécutive, et Apple se hisse à la 2^{ème} place. Ces entreprises ont démontré une forte performance dans les quatre sections analysées, avec un score supérieur à 85 % dans chacune. Elles ont excellé en raison de leurs solides engagements en matière de réduction en phase avec zéro émission nette et de leurs objectifs à long terme précis qui comprennent le retrait et la séquestration du carbone.

Microsoft, Vodafone et BT ont obtenu la note maximale dans la section « Stratégie, gouvernance et plan d'action », ce qui démontre le rôle central d'une bonne gouvernance dans une action climatique cohérente et réussie.

Stratégie zéro émission nette des entreprises de TIC



EcoAct et Atos

En 2020, EcoAct a été rachetée par Atos, leader international de la transformation digitale. Pionnier du numérique décarboné, Atos poursuit son objectif ambitieux d'atteindre zéro émission nette d'ici à 2028. L'entreprise met en avant le rôle crucial que le secteur des TIC peut jouer dans la transformation vers zéro émission nette. EcoAct et Atos visent à réunir l'expertise technologique et climatique pour accompagner le plus grand nombre d'organisations à réussir leurs actions en faveur du climat.

— Focus sur les secteurs internationaux



**Secteur pharmaceutique
et biotechnologique**

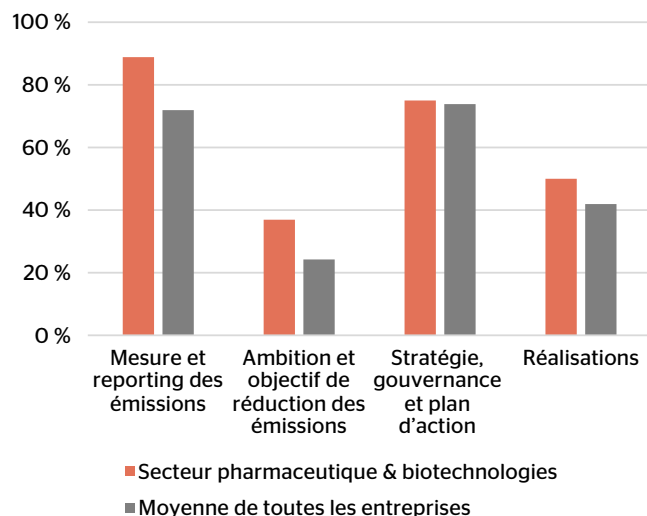
Focus sur les secteurs internationaux

Secteur pharmaceutique et biotechnologique

Propulsée au premier plan par la pandémie mondiale de COVID-19, l'industrie pharmaceutique et biotechnologique est un secteur à forte intensité de carbone (environ 55 % plus élevée que celle de l'industrie automobile). Ce secteur a toutefois obtenu un score moyen de 61 % (versus 53 % pour la moyenne générale). GlaxoSmithKline (GSK) surclasse ses concurrents, en 9^{ème} position dans le classement international, suivie par AstraZeneca en 12^{ème}.

Au regard des domaines de notation, la mesure et le reporting constituent ses points forts, suivis par les objectifs de réduction.

Notes moyennes pour le secteur pharmaceutique & biotechnologique



Déclaration, objectifs et réduction des émissions

Tandis que l'ensemble du secteur a déclaré ses émissions des scopes 1 et 2, 50 % ont également communiqué leurs empreintes relatives au scope 3 (sur toutes les catégories pertinentes). Toutes les entreprises ont défini des objectifs de réduction d'émissions des scopes 1 et 2, et 63 % ont inclut le scope 3 dans leur objectif de réduction.

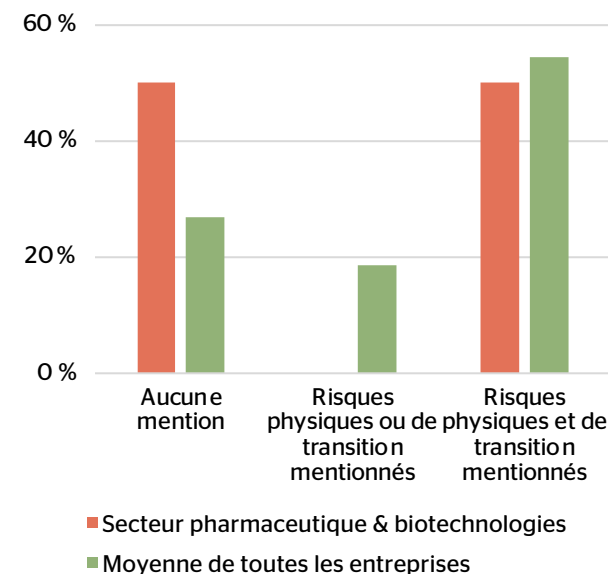
La prise en compte du scope 3 dans le calcul de leur empreinte carbone et dans leurs objectifs de réduction pour la majorité des entreprises du secteur est prometteuse, mais **en ce qui concerne l'offre de produits ou de services bas-carbone, seules 38 % des entreprises en proposent (versus 78 % en moyenne).**

Risques et opportunités liés au climat

De nombreuses entreprises du secteur pharmaceutique seront fortement touchées par les effets du dérèglement climatique. Un [rapport de Morgan Stanley](#) a prédit que des laboratoires pharmaceutiques pourraient bénéficier de certaines tendances climatiques en raison de l'apparition de nouvelles maladies, à condition toutefois qu'ils procèdent à une analyse complète de leurs risques et opportunités climatiques à travers une série de scénarios potentiels de réchauffement futur.

Les entreprises pharmaceutiques sont 76 % à évaluer les opportunités liées au climat et dépassent légèrement la moyenne en matière de recours aux analyses de scénarios (avec un taux de 75 % versus 71 %). Cependant, à peine la moitié considère le risque climatique comme un risque de premier plan dans leurs rapports annuels.

Déclaration des risques climatiques comme risques principaux dans le rapport annuel



Focus sur les secteurs internationaux



Secteur financier

Focus sur les secteurs internationaux

Secteur financier

L'analyse du secteur financier comprend différents types d'activités : banques, services financiers et services d'investissement en actions.

Contexte sectoriel

Afin d'inscrire le réchauffement climatique dans un scénario de 1,5 °C, on estime que 1,6 à 3,8 billions de dollars de nouveaux investissements en faveur du climat sont nécessaires d'ici à 2050 ([The Global Landscape of Climate Finance, p.8](#)).

Depuis avril 2021, les entreprises du secteur financier peuvent faire valider leurs objectifs de réduction par la Science Based Targets initiative (SBTi), ce qui devrait se traduire par une hausse de SBT ambitieux pour appuyer leurs engagements vers zéro émission nette. Cette année, nous avons constaté que 46 % des sociétés financières ont fixé un SBT, dont les trois quarts sont alignés sur une trajectoire de 1,5 °C.

De plus, le secteur financier s'engage de manière croissante dans l'analyse et l'atténuation des risques physiques et de transition associés au dérèglement climatique. L'alignement sur les recommandations de la TCFD (Task force on climate-related financial disclosures) est la première étape clé désormais franchie par 82 % des institutions financières analysées.

Les émissions du scope 3 au cœur de la problématique

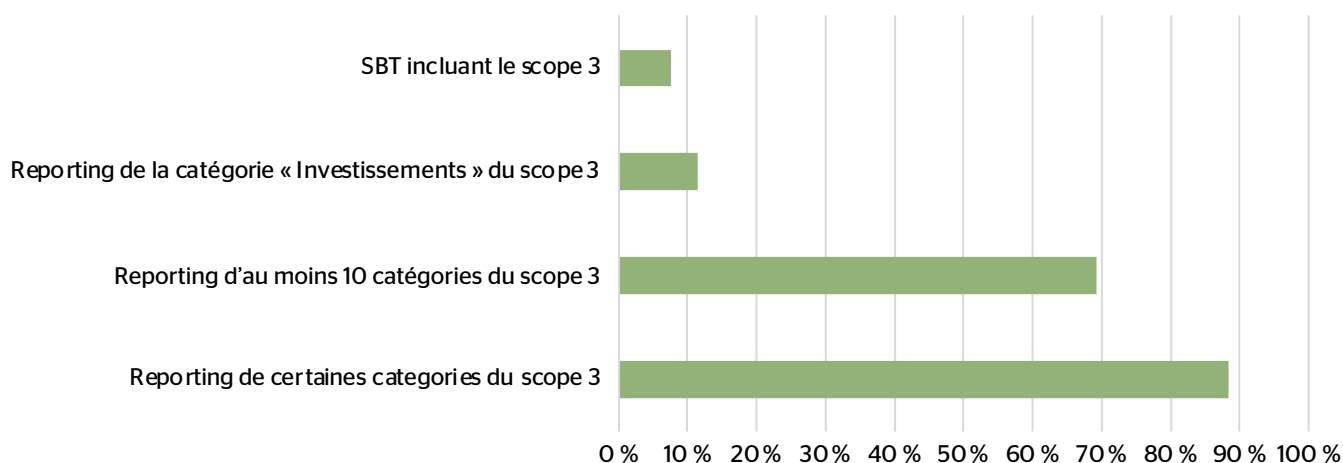
Une stratégie crédible en faveur de zéro émission nette nécessite d'agir sur toutes ses émissions, directes et indirectes. Alors que 70 % des acteurs financiers se sont engagés à atteindre zéro émission nette, il est révélateur que seulement 15,7 % d'entre eux poursuivent un objectif de réduction en phase avec zéro émission nette et seulement 8 % ont un SBT incluant le scope 3.

Le problème majeur auquel est confronté le secteur financier vient de la déclaration relative aux émissions de catégorie 15 du scope 3, « Investissements ».

En conséquence, le présent rapport a attribué des points pondérés pour chaque catégorie d'émissions de scope 3 déclarées. On constate ainsi que seulement 11,7 % des institutions financières déclarent leurs émissions relatives aux investissements.

Mis à part quelques exceptions notables telles que St. James Place et Visa, il en ressort clairement que **le secteur doit concentrer ses efforts sur la prise en compte du scope 3 afin de s'engager pleinement pour un avenir décarboné.**

Reporting et objectifs du secteur financier pour le scope 3



Focus sur les secteurs internationaux

Secteur financier

Instrument financiers bas-carbone

Malgré la pandémie, il est encourageant de voir que 2020 a battu le record du plus grand nombre d'obligations vertes émises, équivalent à 290 milliards de dollars dans le monde, dont plus de 50 % en Europe. Potentiellement dû à la relance de l'économie post-confinement, [cette tendance devrait se poursuivre en 2021 et au-delà](#). En effet, 75 % des sociétés financières ont offert des produits et/ou des services bas-carbone, principalement constitués d'obligations vertes et de fonds d'investissement.

Cette croissance constante du nombre d'obligations vertes émises est non seulement un signe que les entreprises répondent aux attentes du grand public et des actionnaires, mais aussi une indication que la confiance dans les retours d'investissement des projets bas-carbone est élevée.

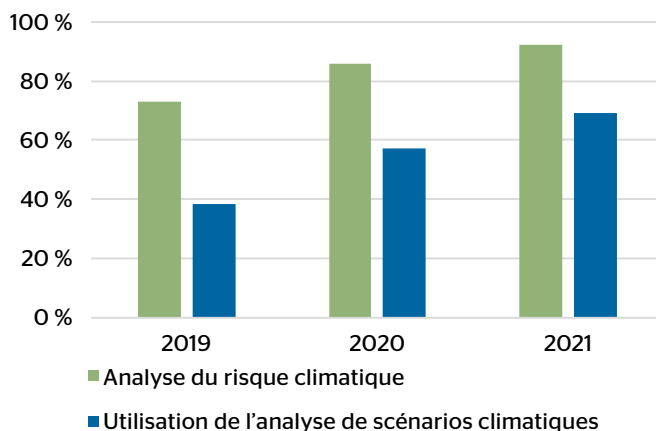
La taxonomie verte de l'UE constitue une politique clé pour favoriser le progrès de la finance durable et permettre d'accroître la transparence du secteur financier. Elle vise à établir un langage commun entre la communauté financière, les décideurs politiques et les porteurs de projets afin de mieux informer les investisseurs dans leurs choix durables, et par conséquent, d'orienter les financements vers des secteurs bas-carbone. A partir de janvier 2022, les acteurs financiers européens devront indiquer de quelle

manière ils inscrivent leurs investissements dans la taxonomie et déclarer la proportion de ceux-ci qui sont alignés sur la taxonomie en répondant aux critères de durabilité d'un point de vue du climat.

Risque climatique

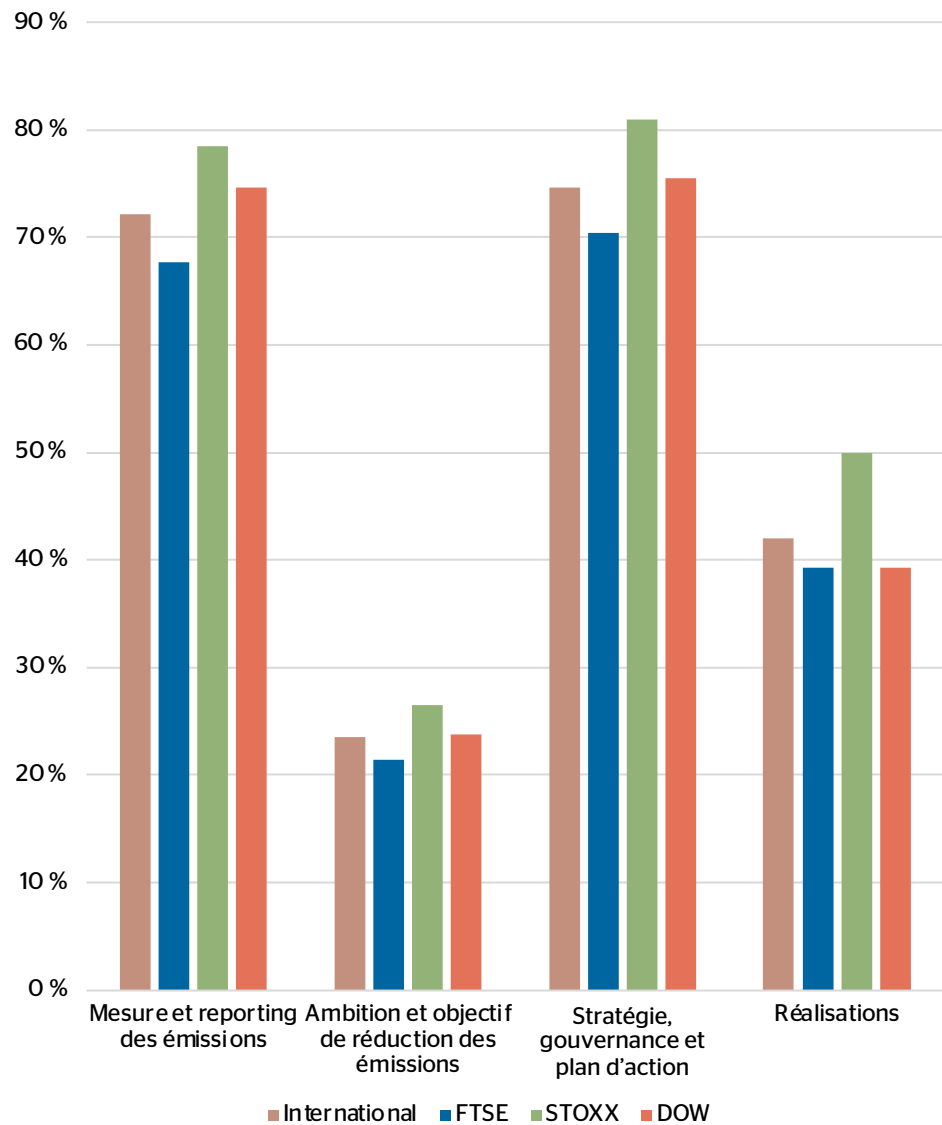
Au cours des 3 dernières années, l'analyse du risque climatique par le secteur financier a continué de croître au point qu'actuellement 94 % des entreprises analysent à la fois les risques de transition et physiques, et 54,9 % mettent en œuvre des stratégies d'atténuation détaillées. En s'alignant sur les meilleures pratiques en matière de la gestion des risques, 50,9 % des entreprises du secteur utilisent l'analyse de scénarios climatiques pour éclairer leur plan d'investissement.

Évaluation du risque climatique par le secteur financier

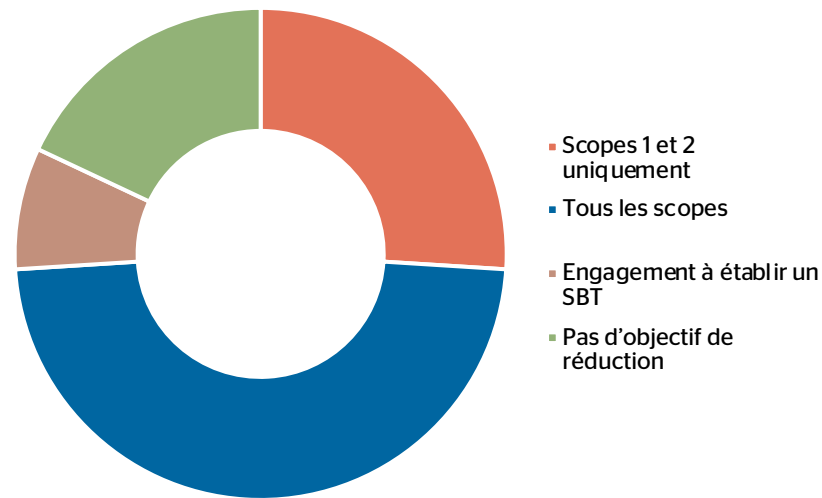


Analyse des indices en graphiques

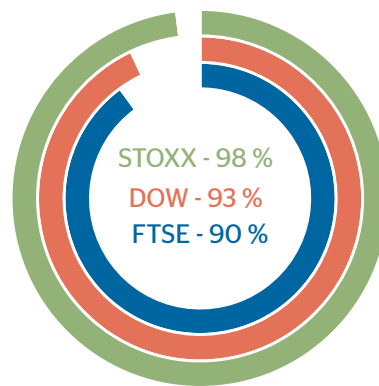
Comparaison des notes moyennes par domaine à travers les indices



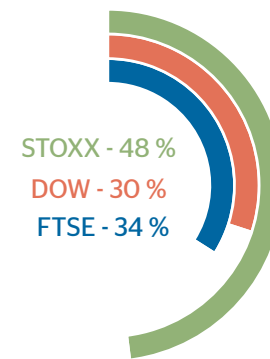
SBT au sein de l'EURO STOXX 50



Entreprises communiquant sur leurs émissions de scope 3



Entreprises avec un objectif de réduction sur le scope 3



EURO STOXX 50

Top 10

Cette année, nous avons étudié la performance et le reporting en matière de climat de l'EURO STOXX 50 qui rassemble une majorité d'entreprises françaises (17, soit 34 %) et allemandes (15, soit 30 %), ainsi que des entreprises d'Espagne, des Pays-Bas, d'Italie, d'Irlande, de Belgique et de Finlande.

RANK (STOXX)	ENTREPRISE	RANK (GLOBAL)	PAYS	SCORE
1	Schneider Electric	4	France	81,1 %
2	Kering	6	France	79,5 %
3	SAP SE	7	Allemagne	78,7 %
4	Eni	13	Italie	75,8 %
5	Enel	14	Italie	75,4 %
6=	Philips	15	Pays-Bas	74,6 %
	L'Oréal	15	France	74,6 %
8	BMW	17	Allemagne	73,7 %
9=	Sanofi	20	France	72,1 %
	Anheuser-Busch InBev	20	Belgique	72,1 %

EURO STOXX 50

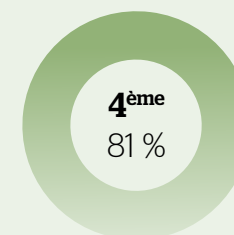
Leaders

Schneider Electric, société française de conseil en technologie, s'est distinguée non seulement parmi les 50 entreprises de l'EURO STOXX, mais aussi parmi toutes les entreprises évaluées puisque le groupe a atteint la 4^{ème} place du classement général. En effet, Schneider Electric a aligné ses réductions d'émissions sur une trajectoire de 1,5 °C, et ce, sur ses trois scopes. Toutes les données d'émissions, y compris le scope 3, sont vérifiées par une tierce partie, et un SBT ambitieux et validé par la SBTi a été défini pour réduire les émissions des scopes 1 et 2 de 100 % et les émissions du scope 3 de 35 % d'ici à 2030, par rapport à 2017.

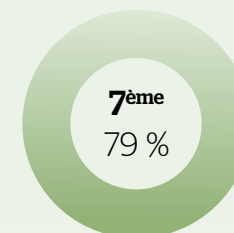
Pour améliorer sa performance, Schneider Electric devrait fixer des objectifs clairs visant la réduction de carbone à long terme dans le cadre de sa stratégie zéro émission nette, en se concentrant sur la réduction des émissions de scope 3. C'est d'ailleurs dans ce domaine que SAP SE, société allemande de logiciels, a enregistré des performances exceptionnelles puisque la société a terminé en tête des scores de la section « Ambition et objectifs de réduction d'émissions » parmi toutes les sociétés notées. **SAP SE vise 85 % de réduction d'émissions sur ses trois scopes d'ici à 2050, parallèlement à son SBT vérifié à court terme et aligné sur un scénario de 1,5 °C.**

Il est intéressant de noter que les 10 premières sociétés de l'indice appartiennent à des secteurs variés. Deux entreprises issues de secteurs fortement émissifs font leurs entrées au classement : Eni, entreprise pétrolière et gazière italienne et BMW, société allemande productrice de véhicules et de pièces de consommation.

En effet, les deux ont fait preuve d'un reporting et d'une mesure des émissions solides en déclarant plus de 95 % de leurs émissions de scope 3, y compris « l'utilisation des produits vendus », qui est de loin la catégorie la plus émettrice de carbone. BMW Group, leader des ventes de véhicules hybrides rechargeables en France avec 21,3 % de part de marché en 2019 a défini un SBT sur son scope 1 & 2 aligné sur la trajectoire de 1,5 °C et approuvé par la SBTi. Eni a démontré un objectif clair de réduction de carbone de 71 % sur tous ses scopes d'ici à 2050 dans le cadre de son engagement vers zéro émission nette. **Cependant, la pandémie a entraîné une forte chute des ventes de voitures, de consommation d'essence et d'utilisation du pétrole, et donc une forte baisse de leurs émissions de CO₂. Ce contexte particulier a pu favoriser une meilleure prise en compte des enjeux climat.**



Schneider
Electric



SAP SE

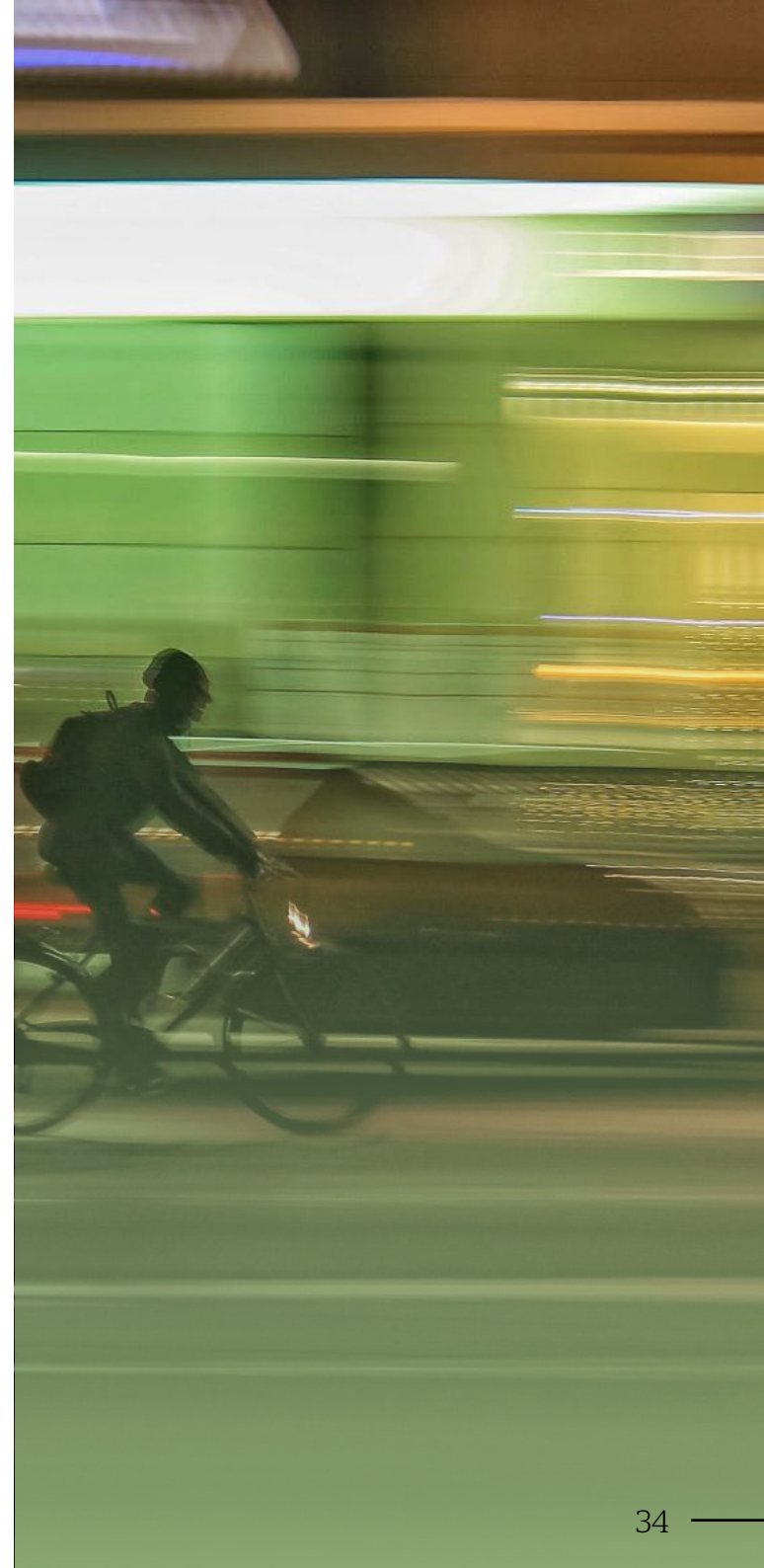
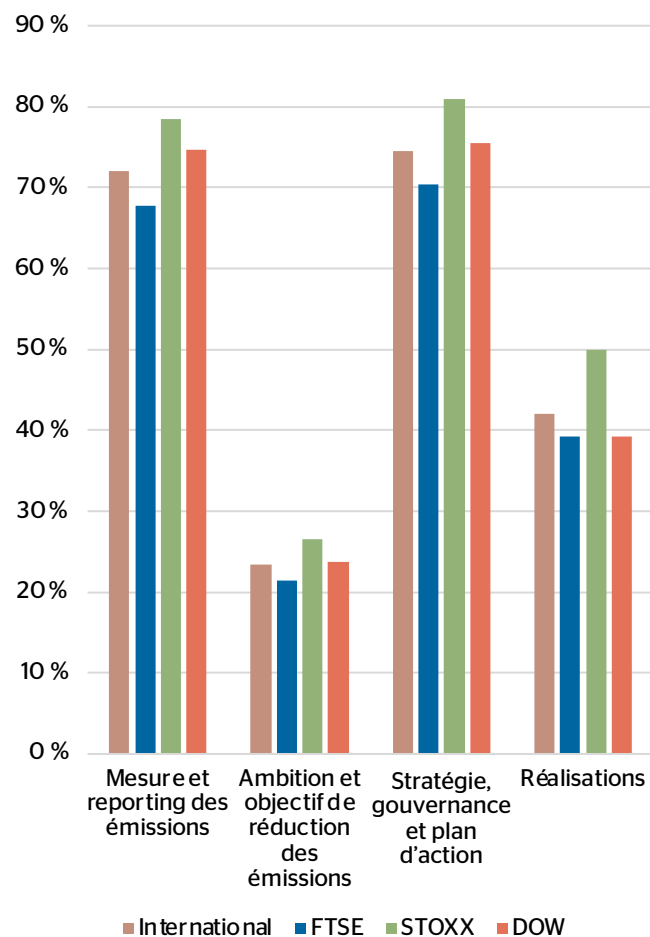
EURO STOXX 50

Leaders

Néanmoins, ces entreprises font preuve de leadership dans leurs secteurs respectifs grâce à un reporting efficace, une ambition élevée de réduction d'émissions et une gouvernance forte pour faire face à ces enjeux.

Comparées au DOW 30 et au FTSE 100, les sociétés de l'EURO STOXX 50 semblent surperformer dans chaque domaine d'analyse. Cela pourrait être dû au fait que peu d'entreprises de l'EURO STOXX 50 ont de faibles performances (seulement 28 % de toutes les entreprises étudiées). Ces résultats démontrent qu'en moyenne, les grandes entreprises européennes s'engagent davantage dans la lutte contre le dérèglement climatique que celles du Royaume-Uni et des États-Unis.

Comparaison des notes moyennes par domaine d'analyse à travers les indices



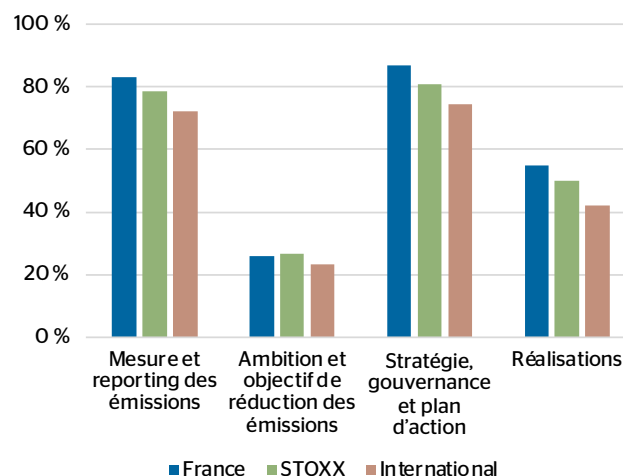
Focus sur les entreprises françaises

Année après année, les entreprises françaises se démarquent par leur engagement à réduire leurs émissions de CO₂ et par leur transparence dans les stratégies de décarbonation et actions mises en place. Leur leadership en matière de performance et reporting climatiques est encouragé par l'attente croissante de leurs parties prenantes (investisseurs, réglementations, consommateurs, etc.) pour plus d'engagements vers un monde zéro émission nette.

Parmi les 178 entreprises analysées, 17 sont françaises (en incluant Airbus, le groupe détenu par les Etats français, allemand et espagnol) représentant ainsi un tiers de l'EURO STOXX 50. Des comparaisons ont pu être réalisées avec leurs scores dans nos études précédentes sur le reporting des entreprises du CAC 40. En revanche, l'évolution de notre méthodologie de notation n'a pu permettre une analyse comparative sur tous les points.

Les entreprises françaises de l'EURO STOXX 50 ont obtenu de meilleures notes dans les différentes sections de la notation. Avec un score moyen de 62,3 %, les entreprises françaises se situent au-dessus de la moyenne de l'EURO STOXX 50 (58,9 %), et de la moyenne globale de 53,1 %.

France vs EURO STOXX vs international



Malgré leurs bons résultats, les sociétés françaises ont encore une marge de manœuvre importante pour améliorer leurs notes, notamment en s'engageant sur des objectifs de réduction ambitieux et réalisables ou des *Science-based targets*, mais aussi en améliorant leur transparence et les différentes actions menées pour réduire leur impact climatique (utilisation des énergies renouvelables, éco-conception, etc.).

Science-based targets

Définir un objectif de réduction d'émissions fondé sur la science (SBT) permet aux entreprises de déterminer leur ambition climatique en fonction de leur capacité à réduire leur impact. Faire valider son SBT par l'initiative Science Based Targets est la meilleure pratique pour démontrer son engagement.

RANG SOCIÉTÉ SCORE RANG GENERAL

1	Schneider Electric	81,15 %	4 (+ 15)
2	Kering	79,50 %	6 (+ 21)
6	L'Oréal	74,60 %	15 (+ 6)
9	Sanofi	72,13 %	20 (+ 51)
11	Pernod-Ricard	71,31 %	25 (+ 56)

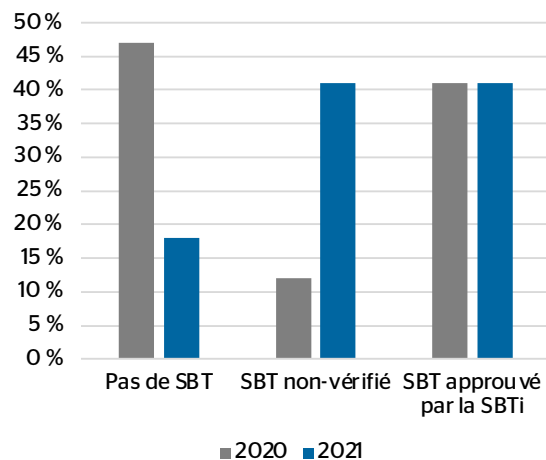
Focus sur les entreprises françaises

En comparant avec les entreprises de l'EURO STOXX, les sociétés françaises se démarquent dans la prise en compte des différents scopes d'émissions :

- 82 % ont déterminé un SBT en prenant en compte les scopes 1 et 2 par rapport à la moyenne de l'EURO STOXX qui est de 74 %
- 65 % des sociétés françaises ont défini un SBT en incluant le scope 3, comparé à 50 % pour le total de l'EURO STOXX

Concernant la validation des SBT par la SBTi, les entreprises françaises sont cependant en retard par rapport aux sociétés de l'EURO STOXX pour les scopes 1 et 2 mais obtiennent une note plus élevée pour les SBT liés au scope 3.

Définition de SBT pour les 17 entreprises françaises



Elles sont d'ailleurs plus nombreuses à communiquer sur leurs émissions de scope 3, notamment pour les catégories de 6 à 15.

D'année en année, de plus en plus d'entreprises fixent des objectifs de réduction, cependant les cinq entreprises l'ayant fait cette année ne les ont pas encore fait vérifier.

Le meilleur élève pour fixer des objectifs de réduction sur les trois scopes est aussi le premier du classement français : Schneider Electric. En effet, **le groupe s'est engagé à réduire ses émissions de GES absolues des scopes 1 et 2 de 100 % et celles du scope 3 de 35 % d'ici à 2030** en prenant pour année de référence 2017.

Ces objectifs sont vérifiés par la SBTi et s'alignent sur la trajectoire 1,5 °C pour les scopes 1 et 2 et bien inférieure à 2 °C pour le scope 3.

L'Oréal se démarque également en fixant les objectifs les plus ambitieux pour leurs scopes 1 et 2, puisque le groupe s'engage à réduire les émissions de leurs sites exploités de 100 % d'ici à 2025, en prenant pour année de référence 2016. Ses objectifs vérifiés par la SBTi s'alignent également sur la trajectoire 1,5 °C.

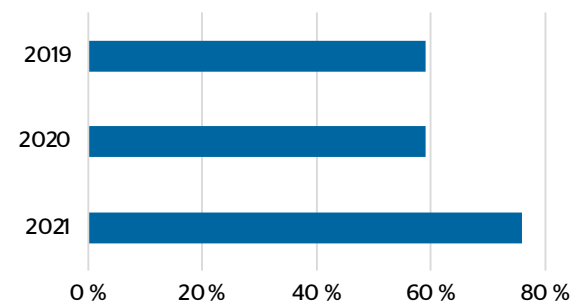
Réalisations de réduction d'émissions et de compensation

La finalité d'une stratégie de réduction d'émissions est de mettre en œuvre toutes les solutions possibles pour réduire drastiquement

son impact sur le climat en vue d'atteindre zéro émission nette.

Les sociétés françaises de l'EURO STOXX sont d'ailleurs plus nombreuses (76 %) à être engagées pour atteindre cet objectif comparé au résultat global de l'indice (64 %). Cependant sur le long terme, peu d'entre elles ont défini un objectif de réduction clair autant du côté des entreprises françaises (12 %) que de celui des entreprises de l'EURO STOXX en général (18 %). **C'est donc principalement sur ce point que devront se focaliser les efforts des entreprises françaises pour améliorer leur ambition climat à moyen et long terme.**

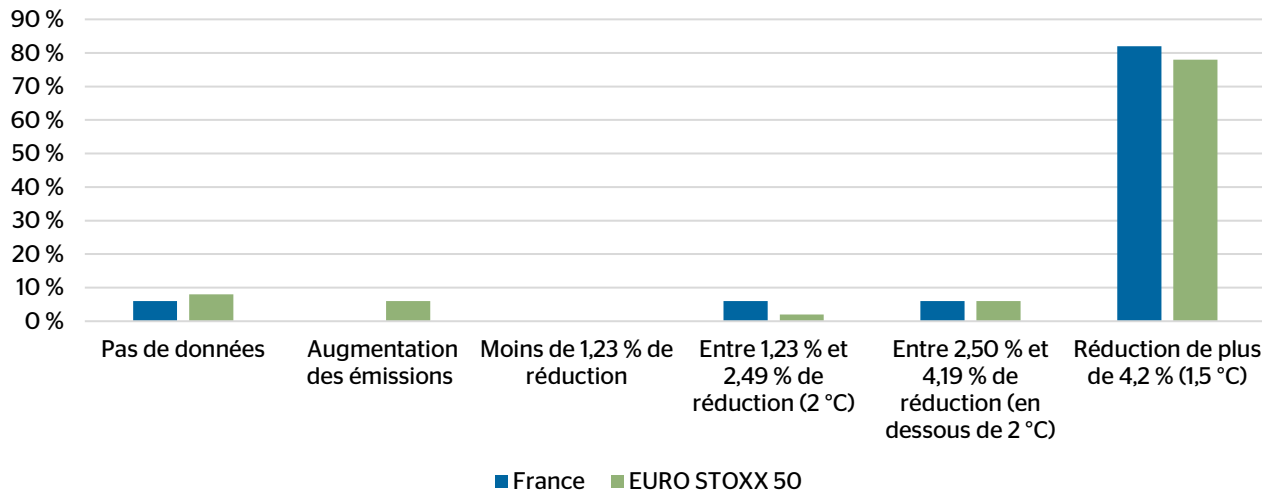
Engagement vers zéro émission nette des entreprises françaises



Pour les émissions de scope 1 et 2, les entreprises françaises sont légèrement meilleures que les autres parmi l'EURO STOXX et démontrent de réelles réductions d'émissions alignées sur une trajectoire de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Focus sur les entreprises françaises

Réduction des émissions sur les scopes 1 et 2



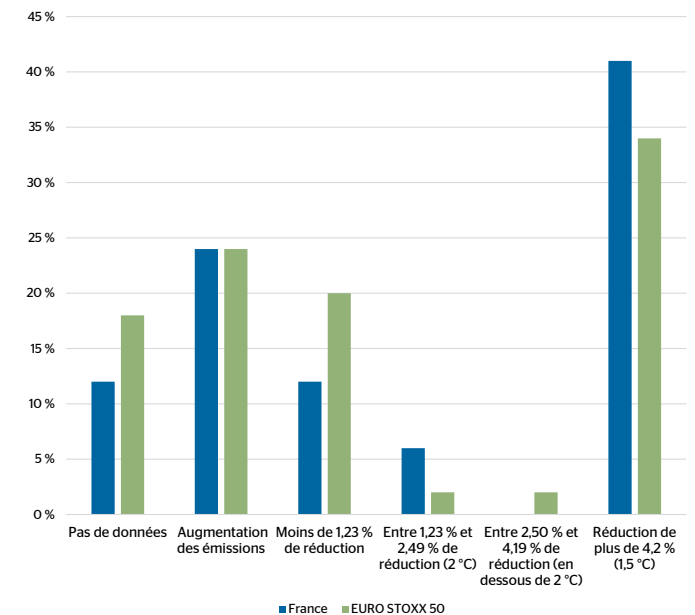
Toutefois, les scores relativement élevés des réalisations de cette année sont à mettre en regard avec la crise sanitaire du COVID-19 qui a conduit de nombreuses entreprises à mettre à l'arrêt totalement ou partiellement leur activité, entraînant une forte baisse de leurs émissions. De ce fait, dans une période de reprise économique, l'évolution à la baisse des émissions au cours de l'année 2022 pourra confirmer l'efficacité de leurs stratégies et actions de réduction. **Nous attirons également l'attention sur le fait que les objectifs de réduction d'émissions alignés sur les trajectoires 2 °C ou plus ne sont pas en accord avec les ambitions révisées de la SBTi. Les stratégies climatiques des entreprises doivent s'axer sur une trajectoire 1,5 °C pour atténuer au maximum les effets du dérèglement climatique.**

Concernant les réductions d'émissions sur le scope 3, un pourcentage plus important d'entreprises ne communiquent sur aucune action de réduction et 12 % des sociétés françaises ont même augmenté leurs émissions sur ce périmètre. Bien que les émissions indirectes soient les plus difficiles à réduire, des stratégies existent pour intégrer les parties prenantes au travail de réduction d'émissions des chaînes de valeur. C'est d'ailleurs ce que prouvent les **41 % d'entreprises françaises qui ont réduit de plus de 4,2 % leurs émissions de scope 3 en 2020**. On peut citer le « Zero Carbon Project » de Schneider Electric qui s'est engagé à intégrer ses fournisseurs existants dans l'atteinte de son objectif zéro émission nette : d'ici à 2025, le groupe vise une première étape de réduction en incitant 1 000 fournisseurs, représentant plus

de 70 % des émissions du groupe, à réduire leurs émissions de 50 %.

Kering montre aussi la voie à suivre en matière de mode durable. La marque a initié en 2013 le « Materials Innovation Lab » afin de travailler main dans la main avec ses fournisseurs pour encourager la traçabilité des textiles et un sourcing plus durable avec un impact environnemental amoindri. Cela lui a permis en 2020 de remplacer plus de 800 matières premières par des alternatives durables. En 2020, Kering a lancé son « Sustainability Innovation Lab » dédié cette fois-ci aux montres et aux bijoux.

Réductions d'émissions sur le scope 3



Focus sur les entreprises françaises

Pour atteindre zéro émission nette, il est inévitable, en complément d'une réduction drastique, de compenser et de séquestrer ses émissions résiduelles. **De bonnes pratiques existent pour s'assurer d'utiliser la compensation carbone volontaire à bon escient et de communiquer de la meilleure manière possible sur cette démarche. Travailler uniquement avec des projets certifiés par des standards internationaux reconnus et suivis de près par les porteurs de projets est primordial pour s'assurer de l'efficacité des actions de compensation.** [Communiquer précisément sur les émissions compensées](#) est également l'une des meilleures pratiques pour éviter le risque de greenwashing et rester le plus transparent possible.

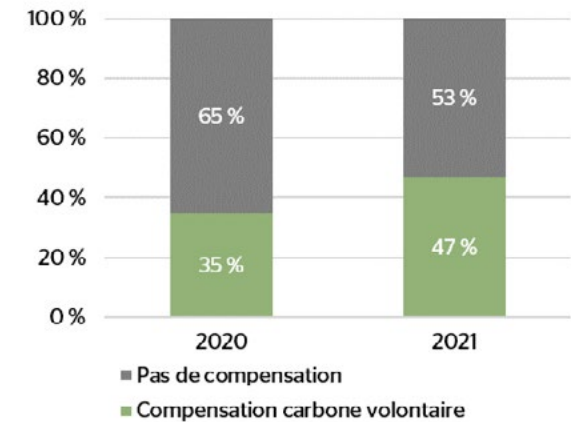
Notre analyse révèle que même si plus d'un tiers des entreprises (françaises et de l'EURO STOXX) compensent leurs émissions, elles ne communiquent pas précisément sur les émissions qu'elles compensent réellement. **A terme, toutes les entreprises devraient être en mesure de prendre en compte le total de leurs émissions sur les 3 scopes afin de les réduire au maximum, de les compenser et de les séquestrer.**

Chaque année, Kering compense ses émissions résiduelles des scopes 1 et 2. En 2019, le groupe est allé plus loin en étendant sa compensation au scope 3, avec 2,4 millions de tonnes d'équivalent

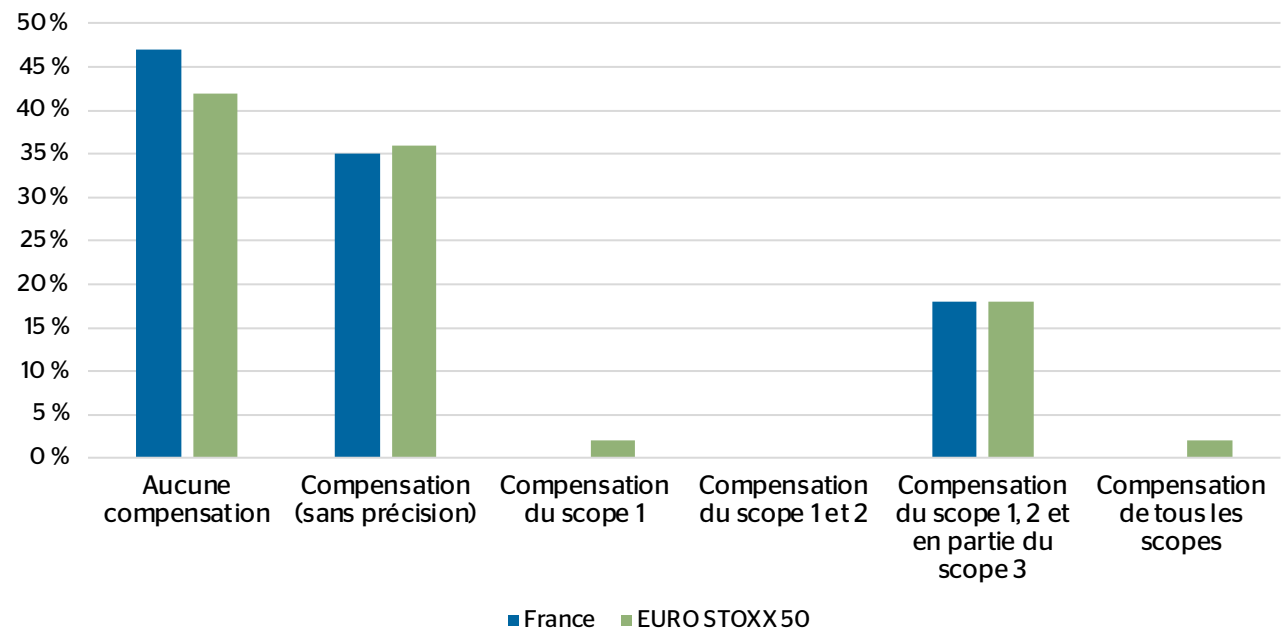
de CO₂ compensées. Avec les circonstances exceptionnelles de 2020, Kering a compensé 64 % de ses émissions, couvrant 100 % des émissions des scopes 1 et 2 et la majorité de ses émissions du scope 3, via des programmes REDD+ certifiés et vérifiés par VCS, l'un des standards les plus reconnus internationalement.

Nous encourageons les sociétés n'effectuant pas d'actions de compensation à incorporer ce processus dans leur stratégie climatique tout en s'assurant de suivre les meilleures pratiques en la matière.

Évolution de la compensation carbone volontaire en France



Utilisation de la compensation carbone volontaire par les entreprises françaises et l'EURO STOXX 50



Focus sur les entreprises françaises

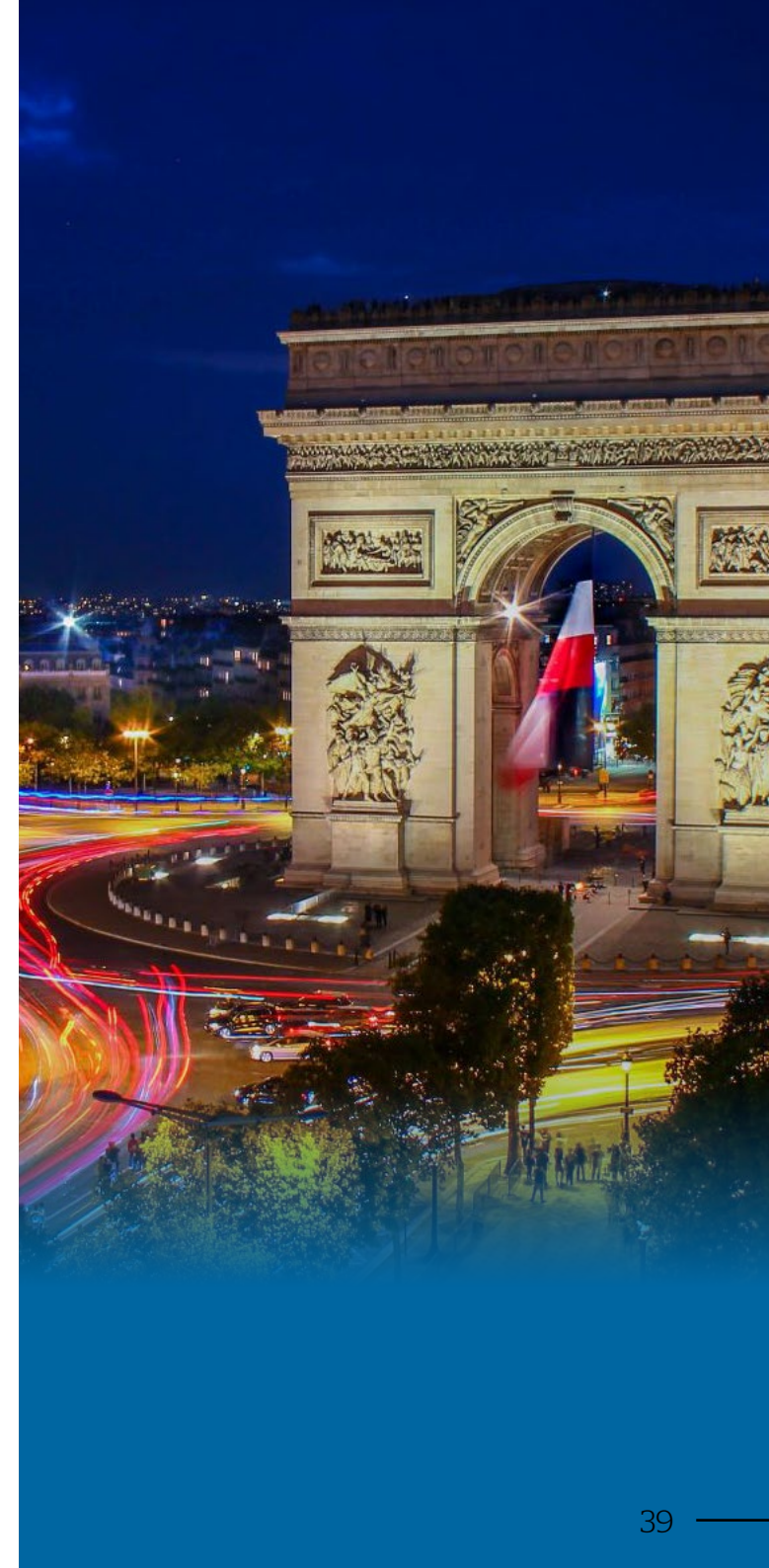
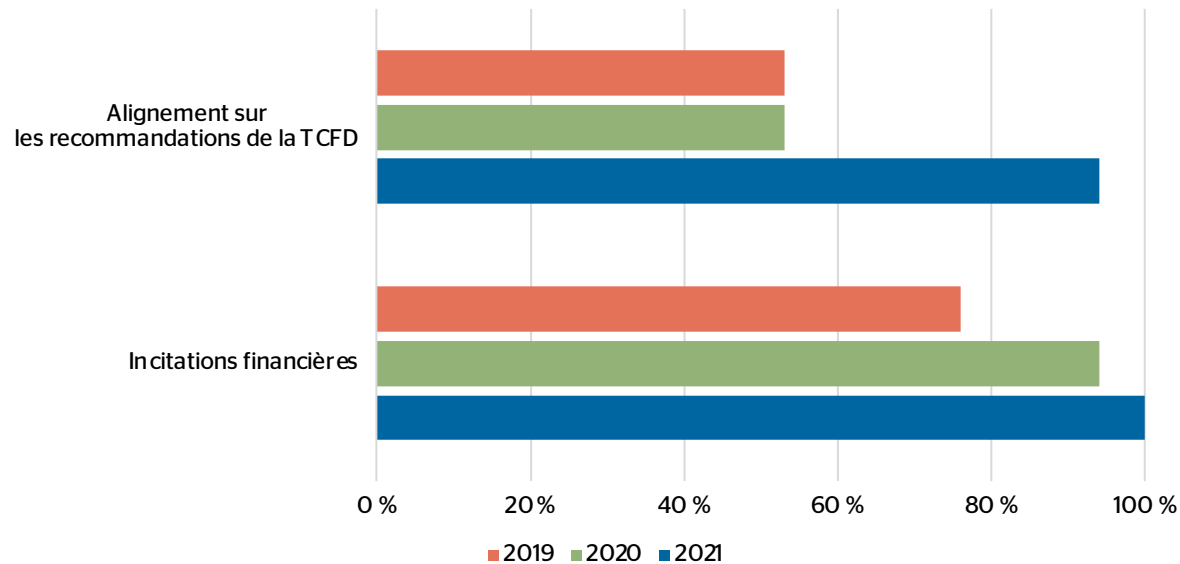
TCFD

Visant à encourager les organisations à communiquer de manière transparente sur les risques financiers liés au climat, **la TCFD est désormais presque devenue la norme pour les entreprises françaises analysées**. En effet, cette année a été décisive puisque le taux d'entreprises françaises alignées sur les recommandations de la Task force est passé de la moitié à la quasi-totalité des entreprises (94 %) versus 86 % pour l'EURO STOXX.

En 2020, L'Oréal s'est engagée publiquement à adopter les recommandations de la TCFD ; les risques et opportunités liés au climat sont ainsi directement pris en compte dans sa stratégie.

Cette société met en avant l'analyse approfondie des risques climatiques en étudiant plusieurs scénarios, qui intègrent les scénarios existants du GIEC (RCP2.6 et RCP8.5), ainsi que des dimensions politiques, économiques, sociales, technologiques, environnementales et juridiques. De plus, l'ensemble de la chaîne de valeur de L'Oréal est pris en compte dans cette analyse.

Alignement sur les recommandations de la TCFD et incitations financières liées au climat en France



— Conclusion



Conclusion

L'étude de cette année sur les performances des sociétés du DOW 30, de l'EURO STOXX 50 et du FTSE 100 en matière de reporting et d'action en faveur du climat a montré que leur réponse au dérèglement climatique progresse ; même la pandémie mondiale n'a pas affaibli leurs engagements.

Poursuivant la tendance à la hausse, les engagements des entreprises à atteindre zéro émission nette marquent une forte augmentation en 2020. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à fixer des objectifs de réduction d'émissions fondés sur les données scientifiques (SBT) et alignés sur un scénario de réchauffement de 1,5 °C, ainsi qu'à démontrer leur robustesse auprès de la SBTi. Communiquer son engagement en faveur du climat devient une pratique courante pour les grandes entreprises internationales.

L'EURO STOXX 50 a fait son entrée dans l'étude et a surclassé les autres indices analysés dans toutes les catégories, bien que les entreprises du DOW 30 et du FTSE 100 dominent le top 5. Cela prouve qu'indépendamment de la zone géographique, l'ambition peut se traduire en actions efficaces et un reporting climat exemplaire. Les sociétés françaises démontrent également de beaux progrès en matière de définition de SBT, de réduction sur les scopes 1 et 2, de recours à la compensation carbone

volontaire et d'alignement à la TCFD. Cependant, leurs efforts doivent être renforcés pour aligner tous leurs SBT sur une trajectoire de 1,5 °C tout en incluant systématiquement le scope 3 dans leurs stratégies globales de réduction d'émissions.

Au fil des années, notre étude a révélé une amélioration continue des entreprises qui, d'un côté, calculent et déclarent leurs émissions, et de l'autre, démontrent une bonne gouvernance sous l'impulsion des recommandations de la TCFD face à la pression croissante des investisseurs. L'édition 2021 ne fait pas exception : désormais, la majorité des grandes entreprises reconnaissent que le dérèglement climatique pose une menace réelle, qui leur impose une transparence quant à leurs impacts sur le climat et aux risques qui en découlent. Cela va de pair avec la capacité à se saisir des opportunités qu'offre une transition vers une économie bas-carbone, comme le montre une hausse observée de l'offre bas-carbone.

Toutefois, par contraste, les performances des entreprises au global sont nettement plus faibles dans les domaines « Ambition et objectifs » et « Réalisation », les scores moyens atteignant rarement 50 %. Cela met en exergue une lacune préoccupante dans la définition et la réalisation des objectifs précis à court et à long terme, indispensables pour soutenir concrètement les engagements des entreprises sur toute

leur chaîne de valeur. En particulier, la plupart des entreprises négligent encore la nécessité d'objectifs de réduction des émissions à long terme et d'une stratégie de séquestration, en parallèle à la compensation carbone volontaire. La préservation des puits de carbone conjuguée à leur accroissement est un prérequis à l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux. Par conséquent, les engagements ne se traduisent toujours pas par des plans d'action précis pour opérer une transformation durable vers un modèle zéro émission nette. Cela suggère que la sphère économique manque actuellement de clarté et de vision à long terme dans cette indispensable transition.

L'augmentation exponentielle du nombre de SBT au cours des trois dernières années démontre l'impact puissant des lignes directrices claires sur la généralisation des meilleures pratiques. C'est pourquoi l'[imminente COP 26](#) et la publication du prochain référentiel par la SBTi relatif aux objectifs zéro émission nette, ainsi que les travaux en cours au sein de l'ISO 14068 sur la neutralité carbone sont cruciaux pour faire avancer et accélérer l'action climatique des entreprises.

Dans cette édition de l'étude, les réductions ont été artificiellement soutenues en raison des impacts de la pandémie de COVID-19, ce qui accentue l'ampleur de l'effort nécessaire pour atteindre nos objectifs climatiques.

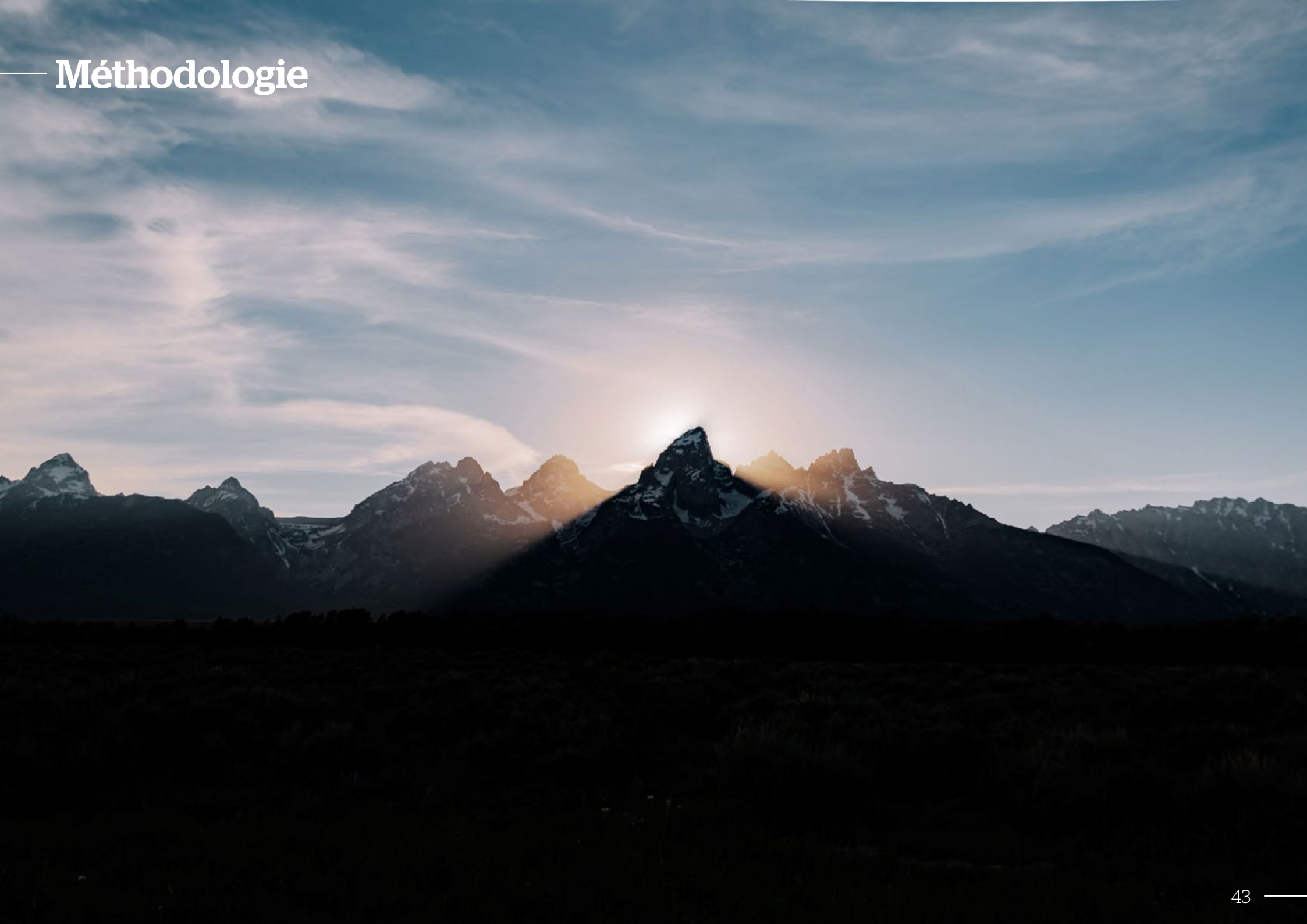
Conclusion

Seules les entreprises capables de réaliser cet objectif seront en mesure d'assurer le leadership climatique dans les années à venir.

Nous félicitons les entreprises les plus performantes de montrer l'exemple de l'engagement au bénéfice du climat et de mettre en œuvre les meilleures pratiques. Néanmoins, nous constatons un écart important entre les sociétés les plus et les moins performantes : les scores vont de 0 à 93 %. Au-delà de leur dimension ciblée, les résultats offrent sans doute une image représentative de l'action climatique au sens plus large. L'effort doit être collectif, soutenu et très ambitieux pour parvenir à désactiver l'alerte rouge lancée par le GIEC en août dernier. Nous gardons l'espoir que la COP 26 apportera un coup d'accélérateur décisif pour l'action à la hauteur de l'urgence climatique. L'avenir de notre planète en dépend.



— Méthodologie



Méthodologie

Les sources d'informations

La recherche en amont de la publication de cette étude est principalement fondée sur des informations disponibles publiquement et aisément accessibles à toute tierce partie intéressée.

Ainsi, les scores des entreprises sont établis sur la base des informations disponibles dans leurs derniers rapports annuels ou de développement durable, ainsi que dans tout document de référence et tout lien supplémentaire provenant des sites web des entreprises, y compris les microsites et blogs spécifiquement dédiés au climat ou à l'énergie.

Cette année, les déclarations émises dans le cadre de la réponse aux questionnaires du CDP sont prises en considération pour compléter les éventuelles lacunes, en particulier concernant l'évaluation de l'empreinte carbone et la réduction effectivement réalisée. Plus précisément, la base de données du CDP de 2020 relative aux informations déclarées en 2019 a été utilisée en cas de données manquantes.

Nous sommes convaincus que, pour inciter les entreprises à la transparence concernant la gestion de leurs émissions de GES et de leurs impacts environnementaux, il est essentiel de valoriser les informations accessibles par le grand public et communiquées de façon intelligible

pour tous. C'est pourquoi nous récompensons dans nos classements la transparence de ces entreprises et leurs performances en matière de reporting climat.

La périmètre de notre étude

Le rapport se concentre sur la performance en matière de reporting et d'action climat des grandes sociétés cotées en bourse, à savoir l'ensemble des entreprises appartenant aux indices boursiers suivants : EURO STOXX 50, FTSE 100, DOW 30. Ces entreprises issues de 32 secteurs différents (s'inspirant de la classification [Factset RBICS](#)) et sont notées en fonction d'une série de critères articulés autour de quatre grands axes.

La méthodologie et la notation expliquées

Cette année, notre méthodologie évolue afin de recentrer l'évaluation sur l'action climatique des entreprises, et d'approfondir l'analyse de l'atteinte des objectifs des réductions d'émissions absolues et de compensation carbone en intégrant de nouveaux critères.

Par actions, nous entendons :

1. Mesure et reporting des émissions

2. Ambition et objectifs de réduction des émissions

3. Stratégie, gouvernance et plan d'action pour réaliser cette ambition

4. Réalisations

Notre étude continue de porter sur les meilleures pratiques en matière de rapports sur le climat, mais cette année, compte tenu de la nécessité de plus en plus urgente de passer à l'action, nous avons mis davantage l'accent sur les réductions d'émissions réalisées.

Les critères d'évaluation portent sur les quatre domaines suivants :

1. Mesure et reporting :

Cette section traite de la rigueur et de l'exhaustivité du calcul et du reporting de l'empreinte carbone. Les entreprises sont notées sur leur capacité à mesurer l'ensemble de leurs émissions, qu'elles soient directes et ou indirectes, ainsi que sur la transparence de leur reporting.

Cette année, les différentes catégories du scope 3 sont passées au crible de façon individuelle afin de valoriser le calcul des émissions réalisé sur un périmètre total. Une pondération est appliquée afin de tenir compte de la répartition des émissions à travers les 3 scopes spécifique au secteur de l'entreprise.

Méthodologie

Cette approche permet de déterminer avec plus de précision si les émissions significatives sont bien couvertes par le calcul afin de garantir une meilleure équité dans la notation.

Pour apprécier les progrès, la communication des données relatives aux émissions carbone sur plusieurs années apporte des points, ainsi que l'utilisation des plateformes de reporting de référence telles que le CDP ou le GRI.

Dans cette section, nous avons également attribué des points aux entreprises qui ont effectué un audit externe des données carbone, en récompensant en particulier celles qui incluent l'intégralité du scope 3, ainsi que celles qui ont recours à un audit de manière récurrente. Cela nous permet d'aller au-delà du déclaratif et de valoriser la rigueur du reporting validée par une entité indépendante.

2. Ambition et objectifs :

Cette section a pour but d'analyser si les entreprises se sont fixé des objectifs de réduction des émissions de GES et à quel niveau d'ambition, l'alignement sur l'objectif mondial de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C apportant le plus de points.

Nous évaluons si les entreprises se sont dotées d'une part d'objectifs de réduction des émissions de GES à court et moyen terme, et d'autre part à long terme ; la prise en compte du scope 3

est également évaluée. En effet, la majorité des émissions provient généralement du scope 3, d'où l'importance de valoriser dans notre notation les entreprises qui le prennent en compte.

Dans l'optique de récompenser une ambition crédible et alignée sur des données scientifiques, nous vérifions si une entreprise donnée fait appel à un organisme tiers indépendant, dont la mission est d'assurer et de valider, d'une manière impartiale, la conformité d'une réalité à un référentiel ([l'initiative Science Based Targets](#)).

Nous nous intéressons également aux objectifs de compensation carbone volontaire des émissions résiduelles, dont ceux de retrait et de séquestration de carbone, en parallèle aux objectifs de réduction dans le cadre de la poursuite de l'objectif zéro émission nette. En matière de compensation carbone volontaire, nous ne considérons que les crédits carbone bénéficiant de vérification et de certification par des standards internationaux ou nationaux reconnus.

Dans la continuité de l'année dernière, nous évaluons si les entreprises se sont engagées à atteindre zéro émission nette. En ce qui concerne cet objectif, nous évaluons le niveau d'ambition des entreprises, l'horizon temporel, et la portée, afin d'évaluer sa robustesse et de valoriser les meilleures pratiques en la matière.

3. Stratégie, gouvernance et plan d'action :

Cette section prend en compte la stratégie mise en place par les entreprises pour atteindre leurs objectifs climatiques. Elle couvre 12 indicateurs relatifs aux mesures d'adaptation et de réduction mises en œuvre et aux moteurs du changement.

Une grande attention est accordée à l'alignement sur les recommandations de la TCFD. Cela reflète l'attente croissante selon laquelle toutes les entreprises doivent fournir des informations financières transparentes sur le climat à leurs parties prenantes.

Nous examinons si ont été mis en place : une gouvernance dédiée aux enjeux climat, des initiatives encourageant les changements comportementaux, un système d'évaluation des risques (physiques et/ou de transition) et des opportunités liées au changement climatique. Nous évaluons si l'entreprise a l'intention d'utiliser ou utilise l'analyse des scénarios climatiques.

L'inclusion du risque climatique comme prioritaire dans les rapports annuels, la mise en place du prix interne du carbone et le recours à 100 % d'énergies renouvelables sont également valorisés. Les actions d'atténuation du risque climatique et de décarbonation sont passées au crible sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Enfin, les entreprises sont notées sur la quantification des émissions évitées en fonction des actions mises en œuvre.

4. Réalisations

Cette section vise à évaluer les performances réalisées en matière de réduction et de compensation carbone volontaire. Elle permet d'évaluer l'efficacité d'une stratégie d'engagement et d'innovation, précédemment analysée, en fonction de la réduction de son empreinte carbone effectivement réalisée.

Nous nous intéressons ici à la réduction absolue réalisée à travers les trois scopes d'émissions, avec le maximum de points attribué pour la réduction sur le périmètre complet et en conformité avec l'objectif de 1,5 °C. En complément, la compensation carbone volontaire réalisée pour agir sur les émissions résiduelles apportent des points supplémentaires en fonction de l'exhaustivité du périmètre.

Ainsi, cette nouvelle section est d'une importance clé et sera amenée à progressivement prendre de l'ampleur et devenir de plus en plus déterminante pour la note globale dans les prochaines années.

Le système de points

Chaque entreprise est notée en réponse à 28 questions cette année, complétées par 11 critères visant à affiner l'analyse. Chaque question constitue un indicateur qui est associé à un nombre spécifique de points dans la notation, pour un total permettant au maximum 61 points.

Les notes sont exprimées en pourcentages (61 points au total donnant lieu à une note de 100 %).

Chacune de quatre grandes sections présentées est pondérée pour obtenir une note totale, respectivement à hauteur de : 15 %, 28 %, 36 % et 21 %. A ce stade, une stratégie robuste à long terme déclinée en un plan d'action efficace détient le plus de poids. Pour encourager les organisations à agir activement pour réduire leurs émissions, cette pondération évoluera pour accorder plus de poids à la réalisation de la réduction, qui demeure à ce jour complexe à estimer à partir de données communiquées par les entreprises.

Dans l'optique d'amélioration continue, 11 critères supplémentaires répartis à travers les quatre catégories ont été introduits cette année sans intervenir dans la notation, afin de permettre une analyse plus affinée en vue des développements à l'avenir. En outre, la recherche actuelle s'est concentrée sur les rapports et les performances de l'année précédente, mais dans les années à venir, elle pourrait évoluer vers une analyse pluriannuelle, afin de fournir une étude plus approfondie.

Grâce aux classements ainsi obtenus, nous dressons un état des lieux des meilleures pratiques, qui mettent en lumière les entreprises leaders en matière de reporting et stratégie climat, ainsi que les secteurs à la pointe. Elles

s'articulent autour d'une stratégie robuste vers zéro émission nette fondée sur la réduction scientifique de l'empreinte carbone sur leurs périmètres complets, en engageant la chaîne d'approvisionnement.

Toutefois, nous soulignons que même les entreprises en tête des classements ont encore une marge de manœuvre à effectuer en matière de reporting et stratégie climat. Notre méthodologie continuera à évoluer, tout comme les entreprises doivent continuer à se transformer pour parvenir à un modèle compatible avec zéro émission nette.

Annexe

Liste complète des entreprises analysées, soit l'intégralité des indices boursiers DOW 30, EURO STOXX 50 et FTSE 100 en date du 31 mai 2021 :

DOW

3M
American Express
Amgen
Apple Inc.
Boeing
Caterpillar Inc.
Chevron Corporation
Cisco Systems
The Coca-Cola Company
Dow Inc.
Goldman Sachs
The Home Depot
Honeywell
IBM
Intel
Johnson & Johnson
JPMorgan Chase
McDonald's
Merck & Co.
Microsoft
Nike, Inc.
Procter & Gamble
Salesforce
The Travelers Companies
UnitedHealth Group
Verizon Communications
Visa Inc.
Walgreens Boots Alliance
Walmart
The Walt Disney Company

EURO STOXX 50 :

Adidas
Adyen
Ahold Delhaize
Air Liquide
Airbus
Allianz
Amadeus IT Group
Anheuser-Busch InBev
ASML Holding
AXA
BASF
Bayer
Banco Santander
BMW
BNP Paribas
CRH
Daimler AG
Danone
Deutsche Börse
Deutsche Post
Deutsche Telekom
Enel
Engie
Eni
EssilorLuxottica
Flutter Entertainment
Iberdrola
Inditex
Infineon Technologies
ING Group

Intesa Sanpaolo
Kering
Kone
L'Oréal
Linde plc
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton
Munich Re
Pernod Ricard
Philips
Prosus
Safran
Sanofi
SAP SE
Schneider Electric
Siemens
TOTAL SE
Vinci SA
Vivendi
Volkswagen Group
Vonovia

FTSE 100 :

3i
Admiral Group
Anglo American plc
Antofagasta
Ashtead Group
Associated British Foods
AstraZeneca
Auto Trader Group
Avast





Aveva
Aviva
B&M
BAE Systems
Barclays
Barratt Developments
Berkeley Group Holdings
BHP
BP
British American Tobacco
British Land
BT Group
Bunzl
Burberry
Coca-Cola HBC
Compass Group
CRH plc
Croda International
DCC plc
Diageo
Entain
Evraz
Experian
Ferguson plc
Flutter Entertainment
Fresnillo
GlaxoSmithKline
Glencore
Halma
Hargreaves Lansdown
Hikma Pharmaceuticals
HSBC
IHG Hotels & Resorts
Imperial Brands
Informa
Intermediate Capital Group
International Airlines Group
Intertek
JD Sports

Johnson Matthey
Just Eat Takeaway
Kingfisher
Land Securities
Legal & General
Lloyds Banking Group
London Stock Exchange Group
M&G
Melrose Industries
Mondi
National Grid plc
NatWest Group
Next plc
Ocado Group
Pearson plc
Pershing Square Holdings
Persimmon plc
Phoenix Group
Polymetal International
Prudential plc
Reckitt
RELX
Renishaw
Rentokil Initial
Rightmove
Rio Tinto
Rolls-Royce Holdings
Royal Dutch Shell
Royal Mail
Sage Group
Sainsbury's
Schroders
Scottish Mortgage Investment Trust
Segro
Severn Trent
DS Smith
Smiths Group
Smith & Nephew

Smurfit Kappa
Spirax-Sarco Engineering
SSE plc
Standard Chartered
Standard Life Aberdeen
St. James's Place plc
Taylor Wimpey
Tesco
Unilever
United Utilities
Vodafone Group
Weir Group
Whitbread
WPP plc

Action climatique. Création de valeur.

EcoAct, entreprise du groupe Atos, est une société internationale de conseil et de développement de projets qui accompagne entreprises, organisations, institutions et territoires afin de leur offrir la gamme de solutions la plus performante et la plus complète possible pour relever efficacement les défis du dérèglement climatique

EcoAct guide les dirigeants et leurs équipes dans la transformation de leur business model, pour faire de l'action climat un véritable levier de performance.

EcoAct France

contact@eco-act.com
+ 33 (0) 1 83 64 08 70

EcoAct UK

ukoffice@eco-act.com
+44 (0) 203 589 9444

EcoAct Spain

contacta@eco-act.com
+34 935 851 122

EcoAct North America

NAoffice@eco-act.com
+1 917 744 9660

EcoAct Turkey

turkeyoffice@eco-act.com
+90 (0) 312 437 05 92

EcoAct Kenya

info@climatepal.com
+254 708 066 725

EcoAct Central Europe

netzerotransformation@atos.net
+49 160 990 825 80



ecoact
an atos company